

# Bulletin Officiel du Congo belge

(PERIODE DE GUERRE 1941.)

105

## TABLE ALPHABETIQUE

1941

<b>A</b>		Pages.
Administration locale :		
Personnel :		
Nominations . . . . .		40
Force publique. Engagement par contrat (durée guerre). . . . .		8, 33
Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire :		
Commissionnement . . . . .		66
Modifications . . . . .	7, 35, 36, 39, 67, 75, 76	
Traitement d'attente aux postulants à un emploi au service de la Colonie . . . . .		19
A. L. Mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda Urundi . . . . .		3
Assurances :		
A. L. Assurances terrestres. Primes . . . . .		28
Avis divers . . . . .	23, 24, 40, 71, 84, 111	
<b>C</b>		
Consulats étrangers au Congo Belge . . . . .		22, 40, 70
Conventions :		
Arrangements entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement du Royaume-Uni relatifs au Congo Belge et concernant les finances et l'achat de marchandises . . . . .		42
Convention entre le Congo Belge et la Pan American Airways Company . . . . .		92
<b>E</b>		
Emprunts :		
A. L. Autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge et à consentir des prêts à celui-ci . . . . .		90
Errata . . . . .		40

	Pages.
<b>G</b>	
Grâce (droit de) Délégation . . . . .	27
<b>J</b>	
Justice :	
A. L. Cour d'appel de Léopoldville. Compétence provisoire pour statuer sur l'Appel des décisions des juridictions consulaires . . . . .	20
Personnel judiciaire . . . . .	69, 83
<b>M</b>	
Mines :	
Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. Approbation des permis d'exploitation de mines délivrés par elle à la Société minière de Bafwaboli et à la Compagnie minière Arema . . . . .	11
Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. Approbation du permis d'exploitation de mines délivré par elle à la Compagnie minière de l'Urega . . . . .	13
<b>P</b>	
Personnalité civile :	
Chambre de Commerce de Stanleyville . . . . .	65
Postes :	
Emission de timbres poste de guerre avec surtaxe . . . . .	109
<b>R</b>	
Régie des distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi . . . . .	77
<b>S</b>	
Sociétés de droit congolais ayant un siège en Belgique :	
Modifications au décret du 19 février 1940 . . . . .	14
Sociétés civiles et commerciales :	
Société congolaise à responsabilité limitée Ch. Le Jeune. Assemblée générale . . . . .	6
Société congolaise des Pétroles Shell. Assemblée générale . . . . .	74
Société anonyme de culture au Congo Belge. Autorisation de tenir une assemblée générale . . . . .	79
<b>T</b>	
Terres :	
Convention du 29 octobre 1940 avec Mr. Vivien Ami Paul relative à la concession en emphytéose pour un terme de 30 années d'un terrain à usage agricole . . . . .	10

# Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo

(OORLOGSTIJD)

## ALPHABETISCHE INHOUDSTAFEL

---

1941

---

	Bladz.
<b>A</b>	
Allerlei berichten . . . . .	23, 24, 40, 71, 84, 111
<b>C</b>	
Consulaten :	
Vreemde consulaten in Belgisch-Congo . . . . .	22, 40, 70
<b>G</b>	
Gerecht :	
B. W. van 30 Januari 1941. Hof van Beroep te Leopoldstad. Voorloopige bevoegdheid om uitspraak te doen over het beroep tegen de beslissingen der consulaire rechtbanken . . . . .	20
Rechterlijk personeel . . . . .	69, 83
Gratie : (recht tot) Delegatie . . . . .	27
Gronden :	
Overeenkomst van 29 October 1940, met den Heer Ami, Paul Vivien, kolonist, betreffende de concessie in erfpacht voor een termijn van 30 jaar van een grond voor landbouwgebruik . . . . .	10
<b>L</b>	
Leeningen :	
Besluit-wet van 26 September 1941, waarbij de Kolonie wordt gemachtigd de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waar- borgen en hem leeningen toe te staan . . . . .	90

**M**

**Mijnen :**

M. B. van 8 November 1940. — Goedkeuring van de mijnbouwvergunningen afgeleverd door de "Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" aan de "Société Minière de Bafwaboli" en aan de "Compagnie Minière Arema" . . . . .	11
M. B. van 12 November 1940. — Goedkeuring van de mijnbouwvergunning afgeleverd door de "Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" aan de "Compagnie Minière de l'Urega". . . . .	13

**O**

**Overeenkomsten :**

Overeenkomsten tusschen de Belgische Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk betreffende Belgisch-Congo, ter zake van financiën en den aankoop van koopwaren . . . . .	42
Goedkeuring van een overeenkomst tusschen Belgisch-Congo en de "Pan American Airways Company" . . . . .	92

**P**

**Plaatselijk bestuur :**

Benoemingen . . . . .	40
Maatregelen om de uitoefening van het Belgisch gazag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren . . . . .	3
Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en-beambten :	
Aanstellingen . . . . .	66
Wijzigingen . . . . .	7, 35, 36, 39, 67, 75, 76
Wachtgeld betaalbaar aan de kandidaten voor een betrekking in den dienst der Kolonie . . . . .	19
Weermacht-Aanwerving bij contract (duur van den oorlog) . . . . .	8, 33

**Posterijen :**

Uitgifte van oorlogspostzegels met extra-port . . . . .	109
---	-----

**R**

**Rechtspersoonlijkheid :**

Kamer van Koophandel te Stanleystad . . . . .	65
---	----

**Regie :**

Regie der Water-en Electriciteitsverdeeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi. — Controle . . . . .	77
---	----

**V**

Vennootschappen van Congoleesch recht, hebbende een zetel in België. — Wijziging van het Decreet van 19 Februari 1940 . . . . .	14
---	----

**Vennootschappen. — Burgerlijke en Handelsvennootschappen :**

Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Ch. le Jeune. — Algemeene Vergadering . . . . .	6
"Société Congolaise des Pétroles Shell." — Algemeene vergadering . . . . .	74
"Société anonyme de culture au Congo Belge." — Machtiging tot het houden van een algemeene vergadering . . . . .	79

**Verzekeringen :**

B. W. Landverzekeringen. — Premiën . . . . .	28
--	----

## TABLE CHRONOLOGIQUE

**des arrêtés-lois, décrets et arrêtes contenus dans le "Bulletin Officiel  
du Congo belge," pour l'année 1941.**

Arrêtés-lois Décrets Arrêtés.	DATE.	OBJET.	Pages.
	<b>1940.</b>		
A. L.	18 juin.	Mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi. . . . .	3
A. D.	14 septembre.	Société Congolaise à responsabilité limitée Ch. Le Jeune (Assurances) Assemblée générale . . . . .	6
A. M.	23 octobre.	Administration locale. — Personnel . . . . .	7
A. D.	28 id.	Engagement par contrat dans la Force Publique pour la durée de la guerre . . . . .	8
A. D.	29 id.	Convention du 20 mars 1939 avec M. Vivien Ami Paul. — Concession de terres . . . . .	10
A. M.	8 novembre.	Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation de mines. — Approbation . . . . .	11
A. M.	12 id.	Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation de mines. — Approbation . . . . .	13
A. D.	19 id.	Statut des sociétés civiles ou commerciales ayant un siège en Belgique. — Modifications . . . . .	14
A. M.	21 id.	Administration locale. — Traitement d'attente aux postulants à un emploi au service de la Colonie . . . . .	19
	<b>1941.</b>		
	21 janvier.	Arrangements entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement du Royaume-Uni relatifs au Congo Belge, concernant les finances et l'achat de marchandises . . . . .	42
A. L.	30 id.	Cour d'appel de Léopoldville. — Compétence provisoire pour statuer sur l'Appel des décisions des juridictions consulaires	20
A. M.	9 avril.	Droit de grâce. — Délégation . . . . .	27
A. L.	17 avril.	Assurances terrestres. — Primes . . . . .	28
A. D.	21 mai.	Force publique. — Engagements par contrat pour la durée de la guerre . . . . .	33
A. M.	4 juin.	Administration locale. — Personnel . . . . .	40
A. M.	6 id.	id. — Statut du personnel. — Modification	35
A. M.	6 id.	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	36

Arrêtés-lois Décrets Arrêtés.	DATE.	OBJET.	Pages.
A. D.	6 juin	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	39
A. M.	18 id.	Personnalité civile. — Chambre de Commerce de Stanleyville .	65
A. M.	11 juillet.	Administration locale. — Statut du personnel. — Commissionnement . . . . .	66
A. M.	12 août.	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	67
A. M.	12 août.	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	69
A. M.	3 septembre.	Personnel judiciaire . . . . .	83
A. M.	6 id.	Société Congolaise des Pétroles Shell. — Assemblée générale .	74
A. M.	13 id.	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	75
D.	13 id.	Administration locale. — Statut du personnel. — Modification	76
A. L.	26 id.	Autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge et à consentir des prêts à celui-ci	90
D.	7 octobre.	Régie des distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Contrôle . . . . .	77
D.	20 id.	Approbation d'une convention entre le Congo Belge et la Pan American Airways Company . . . . .	<u>92</u>
A.	23 id.	Société Anonyme de culture au Congo Belge. — Autorisation de tenir une assemblée générale . . . . .	79
A. M.	30 id.	Emission de timbres poste de guerre avec surtaxe . . . . .	109

# TIJDTAFEL

## der besluit-wetten, decreten en besluiten in het "Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo," 1941.

Besluit-wetten Decreten Besluiten.	DAGTEEKENING.	VOORWERP.	Bladz.
<b>1940.</b>			
B. W.	18 Juni.	Maatregelen om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren	3
B. D.	14 September.	Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Ch. le Jeune (Verzekeringen). — Algemeene Vergadering	6
M. B.	23 October.	Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijzigingen	7
B. D.	28 id.	Weermacht. — Aanwerving bij contract voor den duur van den oorlog als officier of onderofficier der Weermacht, van de militairen die tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland behooren	8
B. D.	29 id.	Overeenkomst van 20 Maart 1939 met den Heer Ami Paul Vivien. — Concessie van een grond	10
M. B.	8 November.	Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Mijnbouwvergunningen. — Goedkeuring	11
M. B.	12 id.	Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Mijnbouwvergunningen. — Goedkeuring	13
B. D.	19 id.	Statuut van de burgerlijke of handelsvennootschappen, hebbende een zetel in België. — Wijzigingen	14
M. B.	21 id.	Wachtgeld betaalbaar aan de candidaten voor een betrekking in den dienst der Kolonie	19
<b>1941.</b>			
	21 Januari.	Overeenkomsten tusschen de Belgische Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk betreffende Belgisch-Congo ter zake van financiën en den aankoop van koopwaren	42
B. W.	30 id.	Hof van Beroep te Leopoldstad. — Voorloopige bevoegdheid om uitspraak te doen over het beroep tegen de beslissingen der consulaire rechtbanken	20
M. B.	9 April.	Recht tot gratieverleening. — Delegatie	27
B. W.	17 id.	Landverzekeringen. — Premiën	28
B. D.	21 Mei.	Weermacht. — Aanwerving bij contract, voor den duur van den oorlog	33

Besluit- wetten Decreten Besluiten.	DAGTEKENING.	VOORWERP.	Bladz.
M. B.	4 Juni	Personeel der Kolonie. — Benoeming . . . . .	40
M. B.	6 id.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	35
M. B.	6 id.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	36
B. D.	6 id.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	39
M. B.	18 id.	Kamer van Koophandel te Stanleystad. — Rechtspersoonlijk- heid . . . . .	65
M. B.	11 Juli.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Aan- stellingen . . . . .	66
M. B.	12 Augustus.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	67
M. B.	12 id.	Rechterlijk personeel. — Wijziging . . . . .	69
M. B.	3 September.	Idem . . . . .	83
M. B.	6 id.	Société Congolaise des Pétroles Shell. — Algemeene Vergadering	74
M. B.	13 id.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	75
D.	13 id.	Plaatselijk Bestuur. — Statuut van het Personeel. — Wijziging	76
B. W.	26 id.	Waarbij de Kolonie wordt gemachtigd de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waar- borgen en hem leeningen toe te staan . . . . .	90
D.	7 October.	Regie der Water-en Electriciteitsverdeeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi. — Controle . . . . .	77
D.	20 id.	Goedkeuring van een overeenkomst tusschen Belgisch-Congo en de " Pan American Airways Company " . . . . .	92
B.	23 id.	Société Anonyme de culture au Congo Belge. — Machtiging tot het houden van een algemeene vergadering . . . . .	79
M. B.	30 id.	Uitgifte van oorlogspostzegels met extra-port . . . . .	109



**Bulletin Officiel**

DU

CONGO BELGE

**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO

**SOMMAIRE**

Dates	Pages
18 juin 1940. — A. L. — Mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo belge et au Ruanda-Urundi . . . . .	3
14 septembre 1940. — Arr. Décret.-Société Congolaise à responsabilité limitée Ch. Le Jeune (Assurances). Assemblée générale . . . . .	6
23 octobre 1940. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Modifications aux articles 10 et 11 des dispositions annexées à l'arrêté ministériel du 10 novembre 1934 . . . . .	7
28 octobre 1940. — A. D. — Force Publique. Engagement par contrat, pour la durée de la guerre, en qualité d'officier ou de sous-officier de la Force Publique, de militaires appartenant aux cadres actifs de l'armée métropolitaine . . . . .	8
29 octobre 1940. — A. D. — Convention du 20 mars 1939 avec M. VIVIEN, Ami, Paul, colon à Binga-Molanda relative à la concession en emphytéose pour un terme de 30 années d'un terrain à usage agricole de 500 hectares sis à Binga-Molanda . . . . .	10
8 novembre 1940. — A. M. — Approbation des permis d'exploitation de mines délivrés par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à la Société Minière de Bafwaboli et à la Compagnie Minière Arema . . . . .	11

**INHOUD**

Dagteekening.	Bladz.
18 Juni 1940. — B. W. — Maatregelen om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren . . . . .	3
14 September 1940. — B. D. — Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Ch. Le Jeune (Verzekeringen). Algemeene Vergadering . . . . .	6
23 October 1940. — M. B. — Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijzigingen van de artikelen 10 en 11 van de bepalingen gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 November 1934 . . . . .	7
28 October 1940. — B. D. — Weermacht. Aanwerving bij contract voor den duur van den oorlog als officier of onderofficier der Weermacht, van de militairen die tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland behooren . . . . .	8
29 October 1940. — B. D. — Overeenkomst van 20 Maart 1939, met den Hr Ami, Paul, VIVIEN, kolonist te Binga-Molanda, betreffende de concessie in erfpacht voor een termijn van 30 jaar van een grond voor landbouwgebruik groot 500 hectaren, te Binga-Molanda . . . . .	10
8 Novembre 1940. — M. B. — Goedkeuring van de mijnbouwvergunningen afgeleverd door de "Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" aan de "Société Minière de Bafwaboli" en aan de "Compagnie Minière Arema" . . . . .	11

Dates.	Pages.	Dagteekening.	Bladz.
12 novembre 1940. — A. M. — Approbation du permis d'exploitation de mines délivré par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à la Compagnie Minière de l'Urega . . . . .	13	12 November 1940. — M. B. — Goedkeuring van de mijnbouwvergunning afgeleverd door de "Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" aan de "Compagnie Minière de l'Urega" . . . . .	13
19 novembre 1940. — A. D. — Statut des Sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique, de droit congolais, ayant un siège en Belgique. Modifications au Décret du 19 février 1940 . . . . .	14	19 November 1940. — B. D. -- Statuut van de burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, van Congoleesch recht, hebbende een zetel in België. Wijziging van het Decreet van 19 Februari 1940 . . . . .	14

## CABINET DU PREMIER MINISTRE.

**Mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi.**

Au nom du Peuple Belge,

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 constatant que le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;

Revu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Considérant qu'il importe en toutes circonstances de maintenir la Colonie du Congo Belge et le Ruanda Urundi sous l'autorité de la Belgique et d'y assurer l'exercice de cette autorité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

### Article 1.

Albert De Vleeschauwer actuellement Ministre des Colonies est nommé Administrateur Général de

## KABINET VAN DEN EERSTE-MINISTER.

**Maatregelen om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren.**

In den naam van het Belgisch Volk,

Wij in Rade vereenigde Ministers,

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940, waarbij wordt vastgesteld dat de Koning zich in de onmogelijkheid bevindt om te regeeren ;

Gelet op de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen ;

Herzien de wet van 18 October 1908 betreffende het Beheer van Belgisch-Congo, alsmede de wet van 21 Augustus 1925 op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere machten worden verleend inzake Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi ;

Overwegende dat het past in alle omstandigheden de Kolonie Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi onder het gezag van België te houden en er de uitoefening van dit gezag te verzekeren,

Hebben besloten en besluiten :

### Artikel 1.

De heer Albert De Vleeschauwer, thans Minister van Koloniën, is benoemd tot Administra-

la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. En cette qualité il exerce pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi tous les pouvoirs conférés au Roi par la Constitution et la législation belge, notamment par la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge et la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

A son défaut le Gouverneur Général exerce les mêmes pouvoirs.

#### Article 2.

L'administrateur Général des Colonies et, à son défaut, le Gouverneur Général exercent dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi les pouvoirs législatifs et exécutifs dont les Ministres réunis en Conseil sont investis.

#### Article 3.

Le présent arrêté-loi entre en vigueur le jour de sa publication au "Moniteur."

Promulguons le présent arrêté-loi ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat Belge et publié au "Moniteur."

Donné le 18 juin 1940.

*Le Premier Ministre,*

HUBERT PIERLOT.

*Le Ministre de la Justice,*

PAUL EMILE JANSON.

*Le Ministre des Affaires Etrangères  
et du Commerce Extérieur,*

PAUL HENRI SPAAK.

teur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi. Als dusdanig oefent hij voor Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi al de machten uit, die door de Grondwet en de Belgische wetgeving aan den Koning zijn opgedragen, onder meer door de wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo en door de wet van 21 Augustus 1925 op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

Bij zijn ontstentenis worden bewuste machten door den Gouverneur-Generaal uitgeoefend.

#### Artikel 2.

In de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi worden de aan de in Rade vereenigde Ministers opgedragen wetgevende en uitvoerende machten uitgeoefend door den Administrateur-Generaal van Koloniën en, bij dezes ontstentenis, door den Gouverneur-Generaal.

#### Artikel 3.

Deze besluitwet treedt in werking den dag waarop zij in het "Staatsblad" is bekendgemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluitwet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en in het "Staatsblad" bekendgemaakt worde.

Gegeven op 18 Juni 1940.

*De Eerste-Minister,*

*De Minister van Justitie,*

*De Minister van Buitenlandsche  
Zaken en van Buitennl. Handel,*

*Le Ministre de l'Intérieur,*

*De Minister van Binnenlandsche  
Zaken,*

ARTHUR VANDERPOORTEN.

*Le Ministre de l'Instruction  
Publique,*

*De Minister van Openbaar  
Onderwijs,*

E. SOUDAN.

*Le Ministre des Finances,*

*De Minister van Financiën,*

GUTT.

*Le Ministre de la Défense Nationale,*

*De Minister van Landsverdediging,*

H. DENIS.

*Le Ministre de l'Agriculture,*

*De Minister van Landbouw,*

Comte CH. A. D'ASPREMONT LYNDEN.

*Le Ministre des Travaux Publics,*

*De Minister van Openbare Werken,*

L. MATAGNE.

*Le Ministre des Affaires Economi-  
ques des Classe Moyennes et du  
Raviaillement,*

*De Minister van Economische  
Zaken, Middenstand en Ravitail-  
leering,*

A. E. DESCHRIJVER.

*Le Ministre du Travail et de la  
Prévoyance Sociale,*

*De Minister van Arbeid en Sociale  
Voorzorg,*

BALTHAZAR.

*Pour le Ministre des Communica-  
tions Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor den Minister van Verkeers-  
wezen. De Minister van Landbouw,*

Comte CH. A. D'ASPREMONT LYNDEN.

*Le Ministre des Colonies,*

*De Minister van Koloniën,*

ALBERT DE VLEESCHAUWER.

*Le Ministre de la Santé Publique,*

*De Minister van Volksgezondheid,*

MARCEL H. JASPAR.

**Société Congolaise à responsabilité limitée " Ch. Le Jeune " (Assurances). Dérogations aux statuts : assemblée générale.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu le décret du 19 février 1940 relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles et commerciales de droit congolais ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940, constatant que le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Considérant que la Société Ch. Le Jeune (Assurances) n'a pu réunir son assemblée générale à la date du premier lundi de juillet 1940, fixée par l'article 2 des statuts ; qu'elle demande que cette assemblée générale ait lieu le 27 septembre 1940 à Lisbonne Banco Burnay,

**ARRÊTE :-**

**ARTICLE UNIQUE.**

Par dérogation à l'article 12 de ses statuts, la Société Congolaise à responsabilité limitée Ch. Le Jeune (Assurances), est autorisée à réunir son assemblée générale pour l'année 1940, à la date du 27 septembre, à Lisbonne, Banco Burnay et pour les années qui suivront, à la date et à l'endroit

**Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid " Ch. Le Jeune " (Verzekeringen). Afwijking van de statuten : algemeene vergadering.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien het decreet van 19 Februari 1940, betreffende het beheer en de likwidatie, in oorlogstijd, van de burgerlijke en commercieele vennootschappen volgens het Congoleesch Recht ;

Gezien het besluit van 28 Mei 1940, vaststellende dat de Koning zich in de onmogelijkheid bevindt om te regeeren ;

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, houdende voorschrift van reglementen tot de uitvoering van het Belgisch Gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi ;

Overwegende dat de Vennootschap Ch. Le Jeune (Verzekeringen) haar jaarlijksche vergadering niet heeft kunnen houden op den datum van den eersten Maandag van Juli 1940, voorzien bij artikel 2 van het statuut ; dat zij vraagt deze vergadering te houden, op 17 September 1940, te Lissabon, Banco Burnay,

**BESLUIT :**

**EENIG ARTIKEL.**

Bij afwijking van artikel 12 uit haar statuten, wordt de Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Ch. Le Jeune (Verzekeringen) gemachtigd haar algemeene vergadering voor het jaar 1940 te houden op den datum van 27 September, te Lissabon, Banco Burnay en, voor de toekomst

qui seront désignés par le Conseil d'administration.

Dispense est faite pour l'année 1940 de la publication des avis de convocation. Pour les années ultérieures, ces avis seront publiés aux annexes du Bulletin Officiel du Congo Belge ou du Bulletin Administratif du Congo Belge.

Londres, le 14 septembre 1940.

*Le Ministre des Colonies,*

A. DE VLEESCHAUWER.

**Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Mesures d'exécution : avancement.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu les articles 10 et 11 des dispositions annexées à l'arrêté ministériel du 10 novembre 1934, comportant les mesures d'exécution du Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE UNIQUE.**

Les articles 10 et 11 des dispositions précitées sont remplacées par le texte ci-après :

**ARTICLE 10.**

Le passage des agents dans la catégorie des fonctionnaires ou l'accession à certains grades est subordonné, indépendamment des règles fixées ci-dessus, à la réussite

stige jaren, op den datum en op de plaats die door den Beheerraad zullen worden aangeduid.

Voor het jaar 1940, wordt vrijstelling verleend van de bekendmaking der oproepingsberichten. Voor de daarnakomende jaren, zullen deze berichten worden bekendgemaakt in de bijlage van het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo of van het Bestuursblad van Belgisch-Congo.

Londen, den 14<sup>en</sup> September 1940.

*De Minister van Koloniën,*

**Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Uitvoeringsmaatregelen : bevordering.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien de artikelen 10 en 11 van de bepalingen gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 November 1934, houdende de uitvoeringsmaatregelen van het Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie,

**BESLUIT :**

**EENIG ARTIKEL.**

De artikelen 10 en 11 van bovenvermelde bepalingen worden door volgenden tekst vervangen :

**ARTIKEL 10.**

De overgang der beambten tot de categorie der ambtenaren of de toegang tot zekere graden is onderworpen, buiten de boven vastgestelde regelen, aan het slagen

d'examens, lesquels sont spécifiés et réglementés comme il est indiqué à l'annexe 1.

Les agents avant de pouvoir être nommés à un grade de fonctionnaire, doivent en avoir rempli pendant six mois au moins les fonctions, à l'entière satisfaction de l'Administration.

#### ARTICLE 11.

Les fonctionnaires choisis pour passer dans la catégorie des fonctionnaires supérieurs seront appelés à en exercer les fonctions à l'entière satisfaction de l'Administration, pendant six mois au moins, avant d'être promus.

Londres, le 23 Octobre 1940.

in examens welke zijn bepaald en geregeld zooals is aangeduid in bijlage 1.

Alvorens tot een graad van ambtenaar te kunnen worden benoemd, moeten de beambten gedurende ten minste zes maanden het ambt er van hebben waargenomen tot volkomen voldoening van het Bestuur.

#### ARTIKEL 11.

De ambtenaren gekozen om over te gaan tot de categorie der hoogere ambtenaren zullen geroepen worden het ambt er van uit te oefenen tot volkomen voldoening van het Bestuur, gedurende ten minste zes maanden, alvorens te worden bevorderd.

Londen, den 23<sup>o</sup> October 1940.

### A. DE VLEESCHAUWER.

**Force Publique. Engagements pour la durée de la guerre.**

#### LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu les dispositions législatives organiques de la Force Publique, des régimes des pensions et de la compénétration ;

**Weermacht. Aanwerving voor den duur van den oorlog.**

#### DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gezien de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi wordt verleend ;

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien de wetsbepalingen tot inrichting van de Weermacht, van de stelsels der pensioenen en der compenetratie ;



Considérant qu'il importe de régler spécialement pour la durée de la guerre l'accès dans la Force Publique des Officiers et Sous-Officiers appartenant aux cadres actifs de l'Armée Métropolitaine,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux dispositions législatives organiques de la Force Publique, le Gouverneur Général est autorisé à engager par contrat, pour la durée de la guerre, en qualité d'officier ou de sous-officier de la Force Publique, les militaires d'un grade correspondant appartenant aux cadres actifs de l'Armée Métropolitaine.

ARTICLE 2.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans leur contrat, les militaires recrutés conformément à l'article ler du présent arrêté sont soumis aux règles statutaires applicables aux autres officiers ou sous-officiers de la Force Publique. Les intéressés ne sont soumis ni au régime des pensions coloniales ni au régime de la compénétration.

L'indemnité pour absence de droit à la pension est fixée à cinq pour cent du traitement initial du grade dont ils sont revêtus.

Leurs frais de voyage à destination de la Colonie sont à charge du Trésor Colonial et sont assimilés aux frais de voyage d'aller des autres membres du personnel,

Overwegende dat de toegang tot de Weermacht voor de officieren en onderofficieren, behoorende tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland, dient geregeld te worden bijzonder voor den duur van den oorlog,

BESLUIT :

ARTIKEL 1.

In afwijking van de wetsbepalingen tot inrichting der Weermacht, wordt de Gouverneur-Generaal gemachtigd aan te werven bij contract voor den duur van den oorlog als officier of onderofficier der Weermacht, de militairen van een overeenstemmenden graad, die tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland behooren.

ARTIKEL 2.

De militairen, aangeworven overeenkomstig artikel 1 van dit besluit, worden, voor al wat in hun contract niet is bepaald, aan de statutaire regelen onderworpen, die toepasselijk zijn op de andere officieren of onderofficieren der Weermacht. De belanghebbenden zijn noch aan het stelsel der koloniale pensioenen noch aan het stelsel der compenetratie onderworpen.

De vergoeding voor gebrek aan recht op pensioen wordt vastgesteld op vijf ten honderd van de aanvangswedde behoorende tot den graad waarmede zij bekleed zijn.

De kosten van hun reis met bestemming naar de Kolonie zijn ten laste van de Koloniale Schatkist en worden gelijkgesteld met de kosten van de heenreis der

notamment en ce qui concerne l'obligation éventuelle de remboursement.

Des avances de traitement, remboursables conformément au Statut, peuvent être allouées aux intéressés avant leur départ, pour couvrir les frais d'équipement ou d'autres dépenses spéciales.

Londres, le 28 octobre 1940.

andere leden van het personeel, namelijk wat betreft de eventueele verplichting tot terugbetaling.

Voorschotten op de wedde, terugbetaalbaar overeenkomstig het Statuut, kunnen aan de belanghebbenden voor hun afreis worden toegekend om de uitrustingskosten of andere bijzondere uitgaven te dekken.

Londen, den 28<sup>n</sup> October 1940.

#### A. DE VLEESCHAUWER.

**Convention du 20 mars 1939 avec M. Vivien, Ami, Paul, relative à la concession emphytéotique d'un terrain de 500 hectares. Approbation.**

Vu l'article 15 de la loi du 18 octobre 1908 modifiée par celle du 5 mars 1912 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 7 septembre 1939 donnant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et pour le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 constatant que le Roi se trouve dans l'impossibilité de régner ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo belge et au Ruanda-Urundi ;

**Overeenkomst van 20 Maart 1939 met den Hr Ami, Paul, Vivien, betreffende de concessie in erfpacht van een grond van 500 hectaren. Goedkeuring.**

Gezien artikel 15 van de wet van 18 October 1908, gewijzigd door deze van 5 Maart 1912 op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gezien de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere machten worden verleend voor Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi ;

Gezien het besluit van 28 Mei 1940, waarbij wordt vastgesteld dat de Koning zich in de onmogelijkheid bevindt om te regeeren ;

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren,

**NOUS AVONS ARRÊTÉ ET  
ARRÉTONS :**

**ARTICLE 1er.**

Est approuvée la convention intervenue le 20 mars 1939 entre la Colonie et M. VIVIEN, Ami, Paul, colon résidant à Binga-Molanda et relative à la concession en emphytéose pour un terme de trente années d'un terrain à usage agricole d'une superficie de 500 hectares en six blocs sis à Binga-Molanda.

**ARTICLE 2.**

L'occupation provisoire du terrain de 150 hectares sis à Kumu et concédé à M. Jean DAELMAN, ancien capitaine-commandant de la Force Publique en vertu de la convention du 24 mars 1936 approuvée par décret du 2 décembre 1936 (B.O. 1937, II, p. 46) est prolongée jusqu'au 31 décembre 1945.

Londres, le 29 octobre 1940.

**LE MINISTRE DES  
COLONIES**

*Administrateur Général de la  
Colonie du Congo Belge et du  
Ruanda-Urundi,*

**A. DE VLEESCHAUWER.**

**Permis d'exploitation de mines  
délivrés par la Compagnie des  
Chemins de fer du Congo  
Supérieur aux Grands Lacs  
Africains à la Somiba et à la  
Compagnie Minière Aréma.  
Approbation.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général de la  
Colonie du Congo Belge et du  
Ruanda-Urundi ;

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN  
WIJ BESLUITEN :**

**ARTIKEL 1.**

Wordt goedgekeurd : de overeenkomst gesloten op 20 Maart 1939, tusschen de Kolonie en den Heer Ami, Paul, VIVIEN, kolonist, verblijf houdende te Binga-Molanda, en betreffende de concessie in erfpacht, voor een termijn van dertig jaar, van een grond voor landbouwgebruik groot 500 hectaren, in zes blokken, te Binga-Molanda.

**ARTIKEL 2.**

De voorloopige bezitneming van den grond van 150 hectaren te Kumu, die aan den heer Jean DAELMAN, gewezen kapitein-commandant bij de Weermacht, in concessie werd verleend, krachtens de overeenkomst van 24 Maart 1936, goedgekeurd bij decreet van 2 December 1936 (A.B. 1937 II, bl. 46), wordt verlengd tot 31 December 1945.

Londen, den 29<sup>en</sup> October 1940.

**DE MINISTER VAN  
KOLONIEN**

*Administrateur-Generaal van Bel-  
gisch-Congo en van Ruanda-  
Urundi,*

**Mijnbouwvergunningen afgele-  
verd door de " Compagnie des  
Chemins de fer du Congo  
Supérieur aux Grands Lacs  
Africains " aan de " Somiba " en aan de " Compagnie Minière  
Arema." Goedkeuring.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIEN,**

Administrateur - Generaal van  
Belgisch-Congo en van Ruanda-  
Urundi,

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE.

Sont approuvés les permis d'exploitation délivrés par la Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains :

1°) à la " Société Minière de Bafwaboli SOMIBA " permis n° 331.

Le polygone, dénommé Itumba-Amalika est concédé en vue de l'exploitation de l'or et couvre une superficie de 691 hectares 40 ares. Il est situé dans le territoire de Stanleyville ;

2°) à la Compagnie Minière AREMA, permis Nos. 329 et 330.

Les polygones, dénommés Kabundu et Komombolu, sont concédés en vue de l'exploitation de l'or et de l'argent et couvrent des superficies respectives de 35 hectares 40 ares et de 184 hectares 40 ares.

Ils sont situés dans le territoire de Kasongo.

Londres, le 8 Novembre 1940.

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.

Worden goedgekeurd de mijnbouwvergunningen afgeleverd door de " Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ":

1°) aan de " Société Minière de Bafwaboli SOMIBA," vergunning Nr. 331.

De veelhoek, genaamd Itumba-Amalika, wordt in concessie verleend met het oog op de goudontginning. Hij beslaat een oppervlakte van 691 hectaren 40 aren en is gelegen in het gewest Stanleystad ;

2°) aan de " Compagnie Minière AREMA," vergunningen Nr. 329 en 330.

De veelhoeken, genaamd Kabundu en Komonbolu, worden in concessie verleend met het oog op de goud- en zilverontginning. Zij beslaan respectievelijk een oppervlakte van 35 hectaren 40 aren en van 184 hectaren 40 aren.

Zij zijn gelegen in het gewest Kasongo.

Londen, den 8<sup>n</sup> November 1940.

**Permis d'exploitation de mines délivré par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à la Compagnie Minière de l'Urega. Approbation.**

**Mijnbouwvergunning afgeleverd door de "Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" aan de "Compagnie Minière de l'Urega." Goedkeuring.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE UNIQUE.**

Est approuvé le permis d'exploitation délivré par la Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à la Compagnie Minière de l'Urega.

Le polygone dénommé Musigole est concédé en vue de l'exploitation de l'or et de l'argent et couvre une superficie de 6 hectares 35 ares.

Il est compris entre les polygones Musima et Kangole déjà concédés à la société et est situé dans le territoire de Shabunda.

Londres, le 12 novembre 1940.

**DE MINISTER VAN  
KOLONIEN,**

Administrateur-Generaal van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren,

**BESLUIT :**

**EENIG ARTIKEL.**

Wordt goedgekeurd de mijnbouwvergunning die door de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" is afgeleverd aan de "Compagnie Minière de l'Urega."

De veelhoek, genaamd Musigole, wordt in concessie gegeven met het oog op de goud- en zilverontginning. Hij beslaat een oppervlakte van 6 hectaren 35 aren.

Hij is begrepen tusschen de veelhoeken Musima en Kangole waarvoor reeds concessie werd verleend aan de vennootschap, en is gelegen in het gewest Shabunda.

Londen, den 12<sup>n</sup> November 1940.

**A. DE VLEESCHAUWER.**

**Société de droit congolais ayant un siège en Belgique. Modification au Décret du 19 février 1940.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu le décret du 19 février 1940 relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique, de droit congolais, ayant un siège en Belgique ;

Vu la loi du 7 septembre 1939, donnant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er.**

L'article 7 du décret du 19 février 1940 est remplacé par le texte suivant.

Article 7. — Les pouvoirs de l'assemblée générale, des administrateurs et, en général, de tous ceux qui, à un titre quelconque, ont le droit de disposer des biens ou des droits des organismes sus-indiqués sont suspendus en tant que cette assemblée se réunit ou

**Vennootschappen van Congo-leesch recht hebbende een zetel in België. Wijziging van het Decreet van 19 Februari 1940.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Administrateur-Generaal van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

Gezien het decreet van 19 Februari 1940 betreffende het beheer en de likwidatie, in oorlogstijd, van burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, van Congo-leesch Recht, hebbende een zetel in België ;

Gezien de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi ;

Gezien het besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren,

**BESLUIT :**

**ARTIKEL 1.**

Artikel 7 van het decreet van 19 Februari 1940 wordt vervangen door den volgende tekst.

Artikel 7.—De macht van de algemeene vergadering, van de beheerders en, in het algemeen, van al degenen die, in welke hoedanigheid ook, het recht hebben te beschikken over de goederen of de rechten van voormelde organismen, wordt geschorst in zoover

que ces personnes résident dans une partie du territoire occupée par une puissance ennemie, et qu'il s'agit de biens, de droits ou de personnes se trouvant en dehors de cette partie du territoire.

## ARTICLE 2.

Le décret du 19 février 1940 est complété par les dispositions suivantes qui en constituent les articles 7bis, 7ter et 7quater.

Article 7bis.—Les administrateurs, gérants ou toute autre personne dont la signature, au nom des organismes susindiqués, a la même valeur et peut être apposée dans les mêmes cas que celle des administrateurs ou gérants, résidant en dehors des territoires occupés par une puissance ennemie, peuvent exercer les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'organe d'administration de ces organismes, en vue d'assurer la gestion des biens et des droits de ceux-ci et, éventuellement, l'activité sociale en dehors des dits territoires.

Ces pouvoirs peuvent être exercés même si les quorum requis par les statuts ne sont pas réunis.

Article 7ter.—Sont considérées comme résidant en dehors des territoires occupés par une puissance ennemie, les personnes habitant en dehors de ces territoires depuis au moins 6 mois.

Ce délai est de 2 mois pour toute personne habitant en dehors des

deze vergadering samenkomt of deze personen verblijf houden in een door een vijandelijke mogendheid bezet gedeelte van het grondgebied en het goederen, rechten of personen geldt, die zich buiten dit gedeelte van het grondgebied bevinden.

## ARTIKEL 2.

Het decreet van 19 Februari 1940 wordt aangevuld door de volgende bepalingen die de artikelen 7bis, 7ter en 7quater er van uitmaken.

Artikel 7bis. — De beheerders, zaakvoerders of elk ander persoon wiens handteekening in naam van voormelde organismen dezelfde waarde heeft en in dezelfde gevallen kan worden gezet als deze der beheerders of zaakvoerders, en die buiten een door een vijandelijke mogendheid bezet grondgebied verblijf houden, kunnen de macht uitoefenen, welke door de wet of de statuten aan het orgaan van beheer dezer organismen werd toegekend, ten einde het beheer der goederen en der rechten er van, alsook, eventueel, de maatschappelijke bedrijvigheid buiten het gezegde grondgebied te verzekeren.

Deze macht kan worden uitgeoefend, zelfs indien het door de statuten vereischte quorum niet wordt bereikt.

Artikel 7ter. — Worden beschouwd als verblijf houdende buiten een door een vijandelijke mogendheid bezet grondgebied, de personen die sedert ten minste 6 maanden buiten dit grondgebied wonen.

Deze termijn bedraagt 2 maanden voor ieder persoon die op den

dits territoires à la date de la publication du présent arrêté.

L'habitation doit être effective et continue. Les délais prescrits ci-dessus peuvent être réduits par le Ministre des Colonies.

L'accomplissement des dites conditions de résidence peut être valablement certifiée par tous représentants diplomatiques ou consulaires belges à l'étranger, sur le vu des attestations justificatives émanant des autorités étrangères compétentes, s'il y a lieu.

Article 7<sup>quater</sup>.—Pour l'application du présent arrêté, sont considérés comme territoires occupés par une puissance ennemie, les pays dont les communications sont contrôlées par elle et qui seront désignés par le Ministre des Colonies.

### ARTICLE 3.

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Bulletin Administratif du Congo Belge.

Londres, le 19 novembre 1940.

dag waarop dit besluit is bekendgemaakt, buiten het gezegde grondgebied woont.

Deze persoon moet aldaar werkelijk en zonder onderbreking hebben gewoond. De Minister van Koloniën kan de hierboven voorgeschreven termijnsbepalingen inkorten.

Dat gemelde voorwaarden van verblijf werden vervuld, kan geldig worden verklaard door alle Belgische diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers in den vreemde, op vertoon, indien daartoe aanleiding bestaat, van de bewijschriften uitgaande van de bevoegde vreemde gezagvoerders.

Artikel 7<sup>quater</sup>.—Voor de toepassing van dit besluit, worden als door een vijandelijke mogendheid bezet grondgebied beschouwd, de landen welke betrekkingen door deze mogendheid worden gecontroleerd en welke door den Minister van Koloniën zullen worden aangewezen.

### ARTIKEL 3.

Dit besluit treedt in werking den dag waarop het in het Bestuursblad van Belgisch-Congo is bekendgemaakt.

London, den 19<sup>n</sup> November 1940.

A. DE VLEESCHAUWER.



**Bulletin Officiel**DU  
CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**VAN  
BELGISCH-CONGO**SOMMAIRE**

Dates	Pages
21 novembre 1940. — A. M. — Traitement d'attente payable aux postulants à un emploi au service de la Colonie . . . . .	3
30 janvier 1941. — A. L. — Cour d'Appel de Léopoldville. Compétence provisoire pour statuer sur l'Appel des décisions des juridictions consulaires . . . . .	4
Consulats Etrangers au Congo Belge . . . . .	6
Avis divers . . . . .	7

**INHOUD**

Dagteekening	Bladz
21 November 1940. — M. B. — Wachtgeld betaalbaar aan de candidaten voor een bêtrekking in den dienst der Kolonie . . . . .	3
30 Januari 1941. — B. W. — Hof van Beroep te Leopoldstad. Voorloopige bevoegdheid om uitspraak te doen over het beroep tegen de beslissingen der consulaire rechtbanken . . . . .	4
Vreemde consulaten in Belgisch-Congo . . . . .	6
Allerlei berichten . . . . .	7

**Traitement d'attente aux candidats admis au service de la Colonie.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Considérant qu'en raison des circonstances il y a lieu de prévoir l'attribution éventuelle d'un traitement d'attente aux postulants à un emploi au service de la Colonie dont la candidature est admise et qui se trouvent sans ressources du fait que leur départ est soumis à un délai prolongé,

**ARRÊTÉ :**

**Article premier.**

Un traitement d'attente mensuel, payable par anticipation, qui ne pourra être supérieur à dix livres et dont le montant sera déterminé dans chaque cas, pourra être alloué aux postulants à un emploi au service de la Colonie dont la candidature est admise et qui se trouvent sans ressources du fait que leur embarquement pour l'Afrique est retardé par les circonstances.

Le traitement d'attente précité sera liquidé à charge de l'article du

**Wachtgeld aan de kandidaten toegelaten tot den dienst der Kolonie.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien, uit hoofde der omstandigheden, de eventueele toekenning dient voorzien van een wachtgeld aan de kandidaten voor een betrekking in den dienst der Kolonie, wier candidatuur is aanvaard en die zich zonder hulpmiddelen bevinden, doordat hun afreis langen tijd wordt uitgesteld,

**BESLUIT :**

**Artikel 1.**

Een maandelijksch wachtgeld, vooraf betaalbaar, dat tien Pond niet zal te boven gaan en waarvan het bedrag, in ieder geval, zal worden bepaald, kan worden toegekend aan de kandidaten voor een betrekking in den dienst der Kolonie, wier candidatuur is aanvaard en die zich zonder hulpmiddelen bevinden, doordat hun inschepping naar Afrika uit hoofde der omstandigheden wordt uitgesteld.

Voormeld wachtgeld zal worden uitgekeerd ten laste van het artikel

Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi relatif aux frais de recrutement.

Article 2.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Londres, le 21 novembre 1940.

in de Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, betreffende de aanwervingkosten.

Artikel 2.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Londen, den 21<sup>n</sup> November 1940.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Cour d'Appel de Léopoldville.  
Appel des décisions des juridictions consulaires. Compétence.**

Au nom du Peuple Belge,  
Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives ;

Vu le titre II de la Loi du 31 décembre 1851 contenant les dispositions spéciales à la juridiction consulaire dans les pays hors de chrétienté ;

Considérant que l'article 30 de la dite loi donne à la Cour d'Appel de Bruxelles compétence pour statuer sur l'appel interjeté contre les jugements rendus par les tribunaux

**Hof van Beroep te Leopoldstad.  
Beroep tegen de beslissingen van de consulaire rechtbanken. Bevoegdheid.**

In naam van het Belgische Volk,  
Wij, Ministers, vergaderd in den Raad ;

Gezien de artikelen 26 en 82 van de Grondwet ;

Gezien het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gezien het onmogelijk is de Wetgevende Kamers samen te roepen ;

Gezien titel II van de wet van 31 December 1851 houdende bepalingen in verband met de consulaire rechtbanken in de landen buiten de christenheid ;

Overwegende dat artikel 30 van voormelde wet aan het Hof van Beroep te Brussel bevoegdheid verleent om uitspraak te doen over het beroep ingesteld tegen de

consulaires en conformité des articles 26 et 27 et que la Cour de Bruxelles ne peut plus être actuellement saisie,

Considérant que le taux du dernier ressort fixé à 100 francs par les articles 24 et 26 de la Loi du 31 décembre 1851 ne correspond plus aux contingences économiques.

AVONS ARRÊTE ET  
ARRÊTONS :

Article 1<sup>er</sup>.

L'appel prévu par les articles 26, 27 et 30 de la Loi du 31 décembre 1851 est porté devant la Cour d'Appel de Léopoldville.

Article 2.

La disposition ci-dessus est applicable à toutes les décisions dont la Cour d'Appel de Bruxelles n'est pas encore saisie.

Article 3.

Une disposition législative déterminera la date à laquelle la Cour d'Appel de Bruxelles connaîtra à nouveau des jugements rendus par les tribunaux consulaires.

Article 4.

La Cour d'Appel de Léopoldville restera toutefois compétente pour les affaires de l'espèce déjà inscrites à cette date, au rôle de son greffe.

vonnissen, gewezen door de consulaire rechtbanken overeenkomstig de artikelen 26 en 27, en dat dit niet meer bij het Hof te Brussel kan worden aanhangig gemaakt ;

Overwegende dat het bedrag van den eersten aanleg, vastgesteld op 100 frank door de artikelen 24 en 26 van de wet van 31 December 1851, niet meer beantwoordt aan de economische omstandigheden,

WIJ HEBBEN BESLOTEN  
EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.

Het beroep, bepaald door de artikelen 26, 27 en 30 van de wet van 31 December 1851, wordt gebracht vóór het Hof van Beroep te Leopoldstad.

Artikel 2.

De vorige bepaling is van toepassing op alle beslissingen die nog niet bij het Hof van Beroep te Brussel aanhangig zijn gemaakt.

Artikel 3.

Een wetgevende bepaling zal den datum vaststellen, waarop het Hof van Beroep opnieuw kennis zal nemen van de vonnissen gewezen door de consulaire rechtbanken.

Artikel 4.

Het hof van Beroep te Leopoldstad zal, evenwel, bevoegd blijven voor de zaken van dien aard, die op dien datum reeds op de rol van zijn griffie zijn ingeschreven.

Article 5.

Aux articles 24 et 26 de la Loi du 31 décembre 1851 les mots "valeur de cent francs" sont remplacés par les mots "valeur de deux mille cinq cents francs".

Article 6.

Le Ministre de la Justice, le Ministre des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur et le Ministre des Colonies sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté-loi qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'État et publié par le Moniteur.

Londres, le 30 janvier 1941.

*Les Membres du Conseil des Ministres.*

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

GUTT.

**Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur.**

Consuls Étrangers au Congo Belge.

A la date du 17 janvier 1941, M. Harris (G. C.) a reçu l'autorisation nécessaire pour remplir les fonctions de Consul de Grande-Bretagne à Elisabethville.

A la date du 23 janvier 1941, M. Morgan (P. R.) a reçu l'autorisa-

Artikel 5.

In de artikelen 24 en 26 van de wet van 31 December 1851 worden de woorden „waarde van honderd frank” vervangen door „waarde van twee duizend vijfhonderd frank”.

Artikel 6.

De Minister van Justitie, de Minister van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel en de Minister van Koloniën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van deze besluit-wet die in werking treedt den dag waarop zij in het Staatsblad is bekendgemaakt.

Kondigen deze besluit-wet af, bevelen dat zij worde voorzien van het Rijkszegel en bekendgemaakt door het Staatsblad.

Londen, den 30<sup>n</sup> Januari 1941.

*De Leden van den Ministerraad.*

**Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.**

Vreemde Consuls in Belgisch-Congo.

Op 17 Januari 1941, heeft de Heer Harris (G. C.) de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul van Groot-Brittannië te Elisabethstad uit te oefenen.

Op 23 Januari 1941, heeft de Heer Morgan (P. R.) de noodige

tion nécessaire pour remplir les fonctions de Consul de Grande-Bretagne à Costermansville.

— —

**AVIS DIVERS.**

**MONITEUR BELGE**

Le journal officiel du Royaume de Belgique "Moniteur Belge" réparaît à Londres. Outre les arrêtés et actes du gouvernement il publie les avis et actes de sociétés commerciales.

Adresse: 117, Eaton Square, London, S.W. 1. Teleph. SLO 7266.

—

**BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE.**

Abonnement 1 an	..	10 sh.
Prix du numéro	.. ..	1 sh.
Prix des Annonces	la page	£4
	$\frac{3}{4}$ ..	£3
	$\frac{1}{2}$ ..	£2
	$\frac{1}{4}$ ..	£1
	$\frac{1}{8}$ ..	10 sh.

S'adresser 118, Eaton Square, S.W.1 (Service du Bulletin officiel).

machtiging ontvangen om het ambt van Consul van Groot-Brittanje te Costermanstad uit te oefenen.

— —

**ALLERLEI BERICHTEN.**

**BELGISCH STAATSBLAD**

Het officieel blad van het Koninkrijk België „Belgisch Staatsblad" verschijnt thans te Londen. Benevens de regeeringsbesluiten en -akten, publiceert het berichten en akten van handelsvennootschappen.

Adres: 117, Eaton Square, London, S.W. 1. Tel. SLO 7266.

— —

**AMBTELIJK BLAD VAN BELGISCH-CONGO.**

Abonnement per jaar	..	10s.
Prijs per nummer	..	1s.
Prijs van de aankondigingen		
	1 bladzijde	£4
	$\frac{3}{4}$ ..	£3
	$\frac{1}{2}$ ..	£2
	$\frac{1}{4}$ ..	£1
	$\frac{1}{8}$ ..	10s.

Zich te wenden tot 118, Eaton Square, S.W.1 (Dienst van het Ambtelijk Blad).

**BANQUE BELGE D'AFRIQUE  
SOCIÉTÉ ANONYME**

**Transfert du siège social et  
administratif**

En vertu des pouvoirs qui lui ont été accordés par Monsieur le Gouverneur Général en date du 25 novembre 1940, par ordonnance N° 460 Sq. I, le soussigné Albert ANDRIES, Directeur de la Société Anonyme BANQUE BELGE D'AFRIQUE, déclare transférer le siège social et administratif de la dite Société à Léopoldville, Congo Belge.

Fait à Léopoldville, le  
28 novembre 1940.

(sé) ANDRIES,  
*Directeur.*

**Bulletin Officiel**

DU

CONGO BELGE

**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO

**SOMMAIRE**

Dates	Pages
9 avril 1941. — A. M. — Droit de grâce. Délégation . . . .	27
17 avril 1941. — A. L. — Assurances terrestres. Primes . . . .	28
21 mai 1941. — A. D. — Force Publique. Engagements par contrat, pour la durée de la guerre, des officiers et sous-officiers appartenant aux cadres actifs de l'armée métropolitaine . . . . .	33
6 juin 1941. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Modification à l'article 12 (rubrique 1°) . .	35
6 juin 1941. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Modifications à l'article 24 (rubrique 1°) et à l'article 41 . . . . .	36
6 juin 1941. — A. D. — Force Publique. Application aux officiers et sous-officiers de la Force Publique des arrêtés du 6 juin 1941 modifiant les articles 12 (1°), 24 (1°) et 41 du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie . . . . .	39
4 juin 1941. — A. M. — Personnel de la Colonie . . . . .	40
Consulats Etrangers au Congo Belge	40
Avis divers . . . . .	40

**INHOUD**

Dagteekening	Bladz
9 April 1941. — M. B. — Recht tot gratieverleening. Delegatie .	27
17 April 1941. — B. W. — Landverzekeringen. Premiën . .	28
21 Mei 1941. — B. D. — Weermacht Aanwerving bij contract, voor den duur van den oorlog, van officieren en onderofficieren behoorende tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland . . . . .	33
6 Juni 1941. — M. B. — Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijziging aan artikel 12 (rubriek 1°) . . .	35
6 Juni 1941. — M. B. — Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijzigingen aan artikel 24 (rubriek 1°) en aan artikel 41 . . . . .	36
6 Juni 1941. — B. D. — Weermacht. Toepassing op de officieren en onderofficieren der Weermacht, van de besluiten van 6 Juni 1941 tot wijziging van de artikelen 12 (1°), 24 (1°) en 41 van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie . . . . .	39
4 Juni 1941. — M. B. — Personeel der Kolonie . . . . .	40
Vreemde consulaten in Belgisch-Congo . . . . .	40
Allerlei berichten . . . . .	40



**Droit de grace. Délégation.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général de la  
Colonie du Congo Belge et du  
Ruanda-Urundi,

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940  
prescrivant des mesures pour as-  
surer l'exercice de l'Autorité belge  
dans la Colonie du Congo Belge et  
au Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le  
Gouvernement du Congo Belge, et  
la loi du 21 août 1925 sur le  
Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Considerant que la précarité et  
la lenteur des communications  
maritimes actuelles avec le Congo  
rendent désirable la délégation du  
droit de grâce au Gouverneur  
Général,

**ARRETE :**

**Article premier.**

Le droit de remettre, de réduire  
et de commuer les peines est  
délégué provisoirement au Gouver-  
neur Général.

**Recht tot gratieverleening.  
Delegatie.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIEN,**

Administrateur-Generaal van de  
Kolonie Belgisch-Congo en van  
Ruanda-Urundi,

Gelet op de besluit-wet van  
18 Juni 1940, waarbij maatregelen  
worden voorgeschreven om de  
uitoefening van het Belgisch Gezag  
in de Kolonie Belgisch-Congo en  
in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op de wet van 18 October  
1908 betreffende het Gouvernement  
van Belgisch-Congo, alsook op de  
wet van 21 Augustus 1925 betref-  
fende het Gouvernement van  
Ruanda-Urundi ;

Overwegende dat, gezien de  
onzekerheid en de traagheid van  
het huidige verkeer ter zee met  
Congo, het wenschelijk is het recht  
tot gratieverleening aan den Gou-  
verneur-Generaal op te dragen,

**BESLUIT :**

**Artikel 1.**

Het recht om de straffen kwijt  
te schelden, te verminderen en te  
veranderen wordt voorloopig aan  
den Gouverneur-Generaal opge-  
dragen.

Article 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication. Londres, le 9 avril 1941.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking den dag waarop het is bekendgemaakt. Londen, 9 April 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**CABINET DU PREMIER  
MINISTRE.**

**Assurances terrestres. Primes.<sup>(1)</sup>**

**ARRETE-LOI.**

Au nom du Peuple Belge,  
Nous, Ministres réunis en Conseil ;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives,

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1.

Jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix, tous ceux qui, résidant hors de Belgique, sont débiteurs de primes d'assurances terrestres payables en Belgique à des Sociétés d'assurances belges ou étrangères ayant leur siège en Belgique ou y exerçant leur activité, peuvent se libérer valablement du paiement des dites primes en effectuant la consignation comme il est prévu ci-après :

<sup>(1)</sup> Cet arrêté-loi a été publié au *Moniteur Belge* no. 11 du 13 mai 1941, page 110.

**KABINET VAN DEN  
EERSTE-MINISTER.**

**Landverzekeringen. Premien.<sup>(1)</sup>**

**BESLUIT-WET.**

In naam van het Belgische Volk,  
Wij, Ministers, in Raad vergaderd ;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN:

Artikel 1.

Allen die buiten België verblijf houden en landverzekeringspremiën schuldig zijn, betaalbaar in België aan Belgische of vreemde verzekeringsmaatschappijen, welke hun zetel in België hebben of aldaar hun werkzaamheid uitoefenen, kunnen, tot het leger opnieuw op voet van vrede is gebracht, zich geldig bevrijden van betaling der gezegde premiën door ze in consignatie te stellen, als hierna wordt bepaald :

<sup>(1)</sup> Deze besluit-wet werd in het *Belgisch Staatsblad*, nr. 11 (13 Mei 1941), bl. 110, bekendgemaakt.

Sont considérées comme payables en Belgique, les primes qui, en vertu de la pratique adoptée lors des échéances précédentes, étaient payées en Belgique.

### Article 2.

Par l'effet de la consignation, l'assureur ne pourra, nonobstant toute stipulation contraire de la police, invoquer ni déchéance, ni suspension, ni modification quelconque des droits de l'assuré, pour cause de défaut de paiement des primes à l'échéance.

La consignation pourra sortir ses effets même au cas où, par suite du manque d'information de l'assuré, elle ne représentait pas la totalité de la prime due, à charge par l'assuré d'en verser le solde à première demande de l'assureur et à condition qu'il soit de bonne foi.

L'assuré ne peut invoquer le bénéfice de l'alinéa précédent que s'il a fait la déclaration de son doute et des raisons de celui-ci au moment de la consignation.

### Article 3.

Les primes pourront être payées, soit à L'Office Belge de Gestion et de Liquidation (Belgian Trading Committee), institué par Arrêté-loi

Worden als in België betaalbaar aangezien de premiën die, krachtens het op de vorige vervaldagen gevolgde gebruik, in België werden betaald.

### Artikel 2.

Door de werking van de consignatie zal de verzekeraar, niet-tegenstaande elk strijdig beding van de polis, noch verval, noch schorsing, noch eenigerlei wijziging der rechten van den verzekerde kunnen invoeren, wegens gebrek van betaling der premiën op den vervaldag.

De consignatie zal uitwerking hebben zelfs ingeval, tengevolge van het gemis van inlichting van den verzekerde, zij niet de heele verschuldigde premie vertegenwoordigde, onder last voor den verzekerde het saldo op het eerste verzoek van den verzekeraar te storten en mits hij te goeder trouw zij.

De verzekerde kan enkel dan het voorrecht van het vorige lid invoeren, indien hij op het oogenblik der consignatie verklaard heeft te twijfelen en de redenen van zijn twijfel heeft aangegeven.

### Artikel 3.

De premiën kunnen worden betaald, hetzij aan den bij besluit-wet van 27 Februari 1941 opgerichten Belgischen Dienst voor

du 27 février 1941, soit à l'Ambassade ou à la Légation de Belgique ou, à leur défaut, au Consulat établi dans le pays où les assurés résident, soit à l'Agence que l'Office créerait éventuellement dans la Colonie.

#### Article 4.

L'Office Belge de Gestion et de Liquidation (Belgian Trading Committee), est chargé de centraliser toutes les primes qui auront été versées en application de l'article 2, de les conserver, d'en tenir la comptabilité et d'en délivrer les montants aux ayants droit, aussitôt que les circonstances le permettront.

#### Article 5.

La consignation doit être faite :

1°. Pour ceux qui résident en Grande-Bretagne :

(a) dans le délai de deux mois de la publication au *Moniteur* du présent arrêté-loi, s'il s'agit de primes échues entre le 10 mai 1940 et l'expiration de ce délai ;

(b) à la date de leur échéance, s'il s'agit de primes échues ultérieurement ;

2°. Pour ceux qui résident dans tout autre pays :

Beheer en Liquidatie (Belgian Trading Committee), hetzij aan de Ambassade of het Gezantschap van België, of bij gebreke daarvan, aan het Consulaat dat in het land, waar de verzekerden verblijf houden, is gevestigd, hetzij aan het agentschap dat de Dienst eventueel in de Kolonie zou oprichten.

#### Artikel 4.

De Belgische Dienst voor Beheer en Liquidatie (Belgian Trading Committee) is ermede gelast alle met toepassing van artikel 2 te storten premiën te centraliseeren, te bewaren, er boek van te houden en het bedrag er van aan de rechthebbenden te leveren, zoodra de omstandigheden dit zullen toelaten.

#### Artikel 5.

De consignatie dient te geschieden :

1°. Voor hen die in Groot-Brittanje verblijf houden :

(a) binnen den termijn van twee maanden, nadat deze besluit-wet in het *Staatsblad* is bekendgemaakt, indien het premiën geldt, die tusschen 10 Mei 1940 en het verstrijken van dezen termijn zijn vervallen ;

(b) op hun vervalldag, indien het later vervallen premiën geldt ;

2°. Voor hen die in eenig ander land verblijf houden :

(a) dans le délai de six mois, de la publication au *Moniteur* du présent arrêté-loi, s'il s'agit de primes échues entre le 10 mai 1940 et l'expiration de ce délai.

(b) dans le mois de leur échéance, s'il s'agit de primes échues ultérieurement.

#### Article 6.

Les débiteurs de primes échues avant le 10 mai 1940, pourront invoquer le bénéfice des dispositions qui précèdent si le délai de grâce prévu au contrat d'assurance n'était pas expiré à la date du 10 mai 1940, ou s'il apparaît, de la pratique précédemment adoptée par les parties, que le paiement aurait normalement été effectué après cette date.

#### Article 7.

Les consignations pourront être faites, soit dans la monnaie stipulée dans la police, soit en espèces ayant cours légal au lieu de la consignation, au cours moyen du change au jour de l'échéance.

#### Article 8.

Sans préjudice du droit de se libérer par la voie de la consignation prévue à l'art. 1er, les assurés peuvent, sans perdre le bénéfice du présent arrêté-loi, payer leurs

(a) binnen den termijn van zes maanden, nadat deze besluit-wet in het *Staatsblad* is bekend-gemaakt, indien het premiën geldt, die tusschen 10 Mei 1940 en het verstrijken van dezen termijn zijn vervallen ;

(b) binnen de maand van hun vervaldag, indien het later vervallen premiën geldt.

#### Artikel 6.

Zij, die vóór 10 Mei 1940 vervallen premiën schuldig zijn, kunnen het voorrecht der vorige bepalingen inroepen, indien de in het verzekeringscontract gestelde respijttermijn niet op 10 Mei 1940 verstreken was, of indien, blijkens het door partijen vroeger gevolgde gebruik, de betaling normaal na dien datum zou gedaan geworden zijn.

#### Artikel 7.

De consignatie kan geschieden, hetzij in de bij polis bedongen munt, hetzij in geldspeciën die op de plaats der consignatie wettelijken koers hebben, tegen den gemiddelden wisselkoers op den vervaldag.

#### Artikel 8.

Onverminderd het recht zich door de bij artikel 1 bepaalde consignatie te bevrijden, kunnen de verzekerden, zonder het voorrecht van deze besluit-wet te ver-

primes entre les mains des mandataires que les assureurs auraient valablement constitués à cette fin en dehors des territoires occupés par l'ennemi.

#### Article 9.

Les assurés pourront retirer les sommes consignées en produisant l'accord de l'assureur ou en vertu d'une décision judiciaire.

Les assureurs pourront, en tout temps, obtenir le paiement des sommes consignées. Toutefois, jusqu'à la remise de l'armée sur pied de paix, ce paiement ne pourra s'effectuer qu'avec l'autorisation du Ministre ayant les Affaires Economiques dans ses attributions.

#### Article 10.

Les dispositions légales relatives aux intérêts moratoires ne sont pas applicables aux sommes dues par l'Office en suite de la consignation.

#### Article 11.

Lorsque, par suite des faits de guerre, l'une des parties s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir, les Tribunaux peuvent la relever des déchéances et forclusions qui pourraient lui être opposées.

liezen, hun premiën betalen in handen der lasthebbers, die de verzekeraars daartoe geldig zouden hebben aangesteld buiten de door den vijand bezette grondgebieden.

#### Artikel 9.

De verzekerden zullen de in consignatie gestelde sommen kunnen lichten, onder voorlegging van het akkoord van den verzekeraar of krachtens een rechterlijke beslissing.

De verzekeraars zullen te allen tijde de betaling der in consignatie gestelde sommen kunnen bekomen. Tot het leger opnieuw op voet van vrede is gebracht, zal, evenwel, die betaling enkel kunnen geschieden met machtiging van den Minister, tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behooren.

#### Artikel 10.

De wetsbepalingen betreffende de verzuimsrenten zijn niet van toepassing op de sommen, die de Dienst ingevolge de consignatie verschuldigd is.

#### Artikel 11.

Wanneer, ingevolge oorlogsgebeurtenissen, een der partijen zich in de onmogelijkheid om te handelen heeft bevonden, kunnen de Rechtbanken haar van het verval en de uitsluiting, die tegen haar zouden kunnen worden ingeroepen, ontheffen.

Article 12.

Le présent arrêté-loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 17 avril 1941.

*Les Membres du Conseil des Ministres.*

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

A. DE VLEESCHAUWER.

Artikel 12.

Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 17 April 1941.

*De Leden van den Raad van Ministers,*

**Engagements dans la Force Publique, pour la durée de la guerre des officiers et sous-officiers du cadre actif de l'Armée métropolitaine.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

**Aanwerving in de Weermacht, voor den duur van den oorlog, van officieren en onderofficieren behorende tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere machten voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi worden verleend ;

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1940, réglant pour la durée de la guerre, l'accès dans la Force Publique des officiers et sous-officiers appartenant aux cadres actifs de l'Armée Métropolitaine ;

Vu l'ordonnance législative No. 445, du 13 novembre 1940, du Gouverneur Général, réglant le même objet,

**ARRETE :**

Article premier.

L'arrêté prérappelé du 28 octobre 1940, est rapporté.

Article 2.

Les engagements dans la Force Publique, pour la durée de la guerre, des officiers et sous-officiers appartenant aux cadres actifs de l'Armée Métropolitaine, sont régis par l'ordonnance législative No. 445, du 13 novembre 1940, qui continue à sortir ses effets.

Londres, le 21 mai 1941.

Gezien het besluit van 28 October 1940, waarbij voor den duur van den oorlog de toetreding tot de Weemacht wordt geregeld voor de officieren en onderofficieren behoorende tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland ;

Gezien de wetgevende ordonnantie Nr. 445, van 13 November 1940, van den Gouverneur-Generaal, tot regeling dezer zelfde aangelegenheid,

**BESLUIT :**

Artikel 1.

Voormeld besluit van 28 October 1940 wordt ingetrokken.

Artikel 2.

De aanwervingen in de Weermacht voor den duur van den oorlog, inzake de officieren en onderofficieren behoorende tot de actieve kaders van het Leger in het Moederland, worden geregeld door de wetgevende ordonnantie Nr. 445, van 13 November 1940, die van kracht blijft.

Londen, 21 Mei 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.



**Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Modification à la rubrique 1° de l'article 12. Indemnité familiale.**

—  
**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, édictant les mesures propres à assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1929, organique du Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, ainsi que les dispositions qui l'ont modifié ;

**ARRETE :**

**Article premier.**

La rubrique 1° de l'article 12 du Statut prérappelé, écartant de l'attribution de l'indemnité familiale les enfants dont la garde a été enlevée par jugement, est abrogée et remplacée par le texte suivant :

1°) les enfants dont la garde a été enlevée par jugement, à moins

**Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijziging aan rubriek 1° van artikel 12. Gezinsvergoeding.**

—  
**DE MINISTER VAN  
KOLONIEN,**

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij de maatregelen worden uitgevaardigd die geschikt zijn om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien het koninklijk besluit van 2 Juli 1929, tot vaststelling van het Statuut voor de ambtenaren en beambten van de Kolonie, met uitzondering der magistraten, gerechtsambtenaren en — beambten, alsook de beschikkingen die het hebben gewijzigd,

**BESLUIT :**

**Artikel 1.**

De rubriek 1° van artikel 12 uit voormeld Statuut waarbij van de toekenning der gezinsvergoeding worden uitgesloten de kinderen waarvan de bewaring bij vonnis ontnomen werd, wordt afgeschaft en vervangen door volgenden tekst:

1°) de kinderen waarvan de bewaring bij vonnis ontnomen

qu'il n'ait été disposé que tout ou partie des frais d'entretien sont à charge du fonctionnaire ou de l'agent.

Article 2.

Le présent arrêté sort ses effets au 1<sup>er</sup> juin 1941.

Londres, le 6 juin 1941.

werd, ten ware er werd beschikt dat de algeheelheid of een gedeelte der onderhoudskosten ten laste vallen van den ambtenaar of den beambte.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking den 1<sup>n</sup> Juni 1941.

Londen, 6 Juni 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie : modifications à la rubrique 1<sup>o</sup> de l'article 24 et à l'article 41. Indemnité familiale et frais de voyage.**

—  
**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, édictant les mesures propres à assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1934, organique du Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, ainsi que les dispositions qui l'ont modifié,

**Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijzigingen aan artikel 24 rubriek 1<sup>o</sup> en aan artikel 41. Gezinsvergoeding en reiskosten.**

—  
**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij de maatregelen worden uitgevaardigd die geschikt zijn om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien het koninklijk besluit van 24 September 1934, tot vaststelling van het Statuut voor de ambtenaren en beambten van de Kolonie, met uitzondering van de magistratent, gerechtsambtenaren en—beambten, alsook de beschikkingen die het hebben gewijzigd,

ARRETE :

Article premier.

La rubrique 1° de l'article 24 du Statut prérappelé, écartant de l'attribution de l'indemnité familiale les enfants dont la garde a été enlevée par jugement, est abrogée et remplacée par le texte suivant :

1°) les enfants dont la garde a été enlevée par jugement, à moins qu'il n'ait été disposé que tout ou partie des frais d'entretien sont à charge du fonctionnaire ou de l'agent.

Article 2.

L'article 41 du Statut prérappelé, est abrogé et remplacé par le texte suivant :

La Colonie ne prend pas à sa charge le voyage de retour du fonctionnaire ou de l'agent et de sa famille, en cas de révocation pour abandon ou refus de service.

Dans les cas suivants :

Les frais du voyage de retour tant du fonctionnaire ou de l'agent intéressé que de sa famille, ne sont à charge de la Colonie qu'au prorata du temps de service effectué pendant la période de service en cours :

1°) si la démission est acceptée au cours d'une période de service ;

BESLUIT :

Artikel 1.

De rubriek 1° van artikel 24 uit voormeld Statuut, waarbij van de toekenning der gezinsvergoeding worden uitgesloten de kinderen waarvan de bewaring bij vonnis ontnomen werd, wordt afgeschaft en vervangen door volgenden tekst :

1°) de kinderen waarvan de bewaring bij vonnis ontnomen werd, ten ware er werd beschikt dat de algeheelheid of een gedeelte der onderhoudskosten ten laste vallen van den ambtenaar of den beambte.

Artikel 2.

Artikel 41 van voormeld Statuut wordt afgeschaft en vervangen door den tekst hierna :

De Kolonie neemt niet te haren laste de terugreis van den ambtenaar of den beambte en zijn gezin, in geval van afzetting om reden van dienstverlating of—weigering.

In de volgende gevallen :

Zijn de kosten voor de terugreis zoo van den betrokken ambtenaar of beambte als van zijn gezin slechts ten laste van de Kolonie tot beloop van den diensttijd afgelegd gedurende de loopende dienstperiode :

1°) wanneer het ontslag in den loop eener dienstperiode wordt aanvaard ;

2°) s'il est révoqué de son grade et de ses fonctions au cours d'une période de service autrement que pour abandon ou refus de service ;

3°) s'il rentre en Europe avant l'expiration de la période de service en cours dans la situation de disponibilité pour convenances personnelles ou de disponibilité par mesure disciplinaire.

Si la femme et les enfants du fonctionnaire ou de l'agent intéressé sont déjà rentrés aux frais de la Colonie, au moment où se présente l'un des cas visés ci-dessus, le fonctionnaire ou l'agent devra rembourser les frais de voyage de rentrée en totalité dans le cas de révocation pour abandon ou refus de service et au prorata du temps qui manquait pour parfaire la période de service dans les autres hypothèses.

Dans les cas prévus ci-dessus, sauf dispense consentie par arrêté ministériel motivé, le voyage d'aller du fonctionnaire ou de l'agent et de la famille, doit être remboursé au prorata du temps restant à courir pour parfaire la période de service en cours, tout mois commencé étant considéré comme entièrement accompli.

2°) wanneer hij in den loop eener dienstperiode uit zijn graad en uit zijn ambt wordt afgezet om een andere reden dan dienstverlating of-weigering ;

3°) wanneer hij vóór het verstrijken der dienstperiode naar Europa terugkeert in den toestand van ter beschikkingstelling om reden van persoonlijke aangelegenheden of van ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel ;

Wanneer de vrouw en de kinderen vanden betrokken ambtenaar of beambte reeds op de kosten der Kolonie zijn teruggekeerd op het oogenblik waarop een der hooger- vermelde gevallen zich voordoet, zal de ambtenaar of de beambte de kosten der terugreis in hun geheel moeten terugbetalen in geval van afzetting voor dienstverlating of-weigering en tot beloop van den tijd die ontbreekt tot het voleinden van de dienstperiode, in de andere gevallen.

In de hierboven voorziene gevallen moet, behoudens bij ministerieel besluit toegestane vrijstelling, de heenreis den ambtenaar of den beambte en van het gezin worden terugbetaald tot beloop van den tijd die overblijft om de loopende dienstperiode te voleinden, ieder begonnen maand wordende beschouwd als geheel voleind.

Article 3.

Le présent arrêté sort ses effets au 1<sup>er</sup> juin 1941.

Londres, le 6 juin 1941.

Artikel 3.

Dit besluit treedt in werking den 1<sup>n</sup> Juni 1941.

Londen, 6 Juni 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Force Publique. Application aux officiers et sous-officiers de la Force Publique des arrêtés du 6 juin 1941 modifiant les articles 12 (rubrique 1<sup>o</sup>), 24 (rubrique 1<sup>o</sup>) et 41 du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie.**

—  
**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Vu la loi du 17 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, édictant les mesures propres à assurer l'exercice de l'autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu les arrêtés du 6 juin 1941, modifiant les statuts des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire ;

Vu les dispositions législatives qui ont rendu ces statuts applicables au personnel Européen de la Force Publique,

**Toepassing op de officieren en onderofficieren der Weermacht, van de besluiten van 6 Juni 1941 tot wijziging van de artikelen 12 (rubriek 1<sup>o</sup>), 24 (rubriek 1<sup>o</sup>) en 41 van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie.**

—  
**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Gezien de wet van 17 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere machten voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi worden verleend ;

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij de maatregelen worden vastgelegd om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien de besluiten van 6 Juni 1941, tot wijziging van de statuten voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en-beambten ;

Gezien de wetsbepalingen waarbij deze statuten op het Europeesch personeel der Weermacht werd toepasselijk gemaakt,

**ARRETE :**

**Article unique.**

Les arrêtés du 6 juin 1941, sont approuvés en tant qu'ils s'appliquent aux Officiers et Sous-officiers de la Force Publique.

Londres, le 6 juin 1941.

**BESLUIT :**

**Eenig artikel.**

De besluiten van 6 Juni 1941, worden goedgekeurd in zoover zij van toepassing zijn op de Officiëren en Onderofficiëren der Weermacht.

Londen, 6 Juni 1941.

**A. DE VLEESCHAUWER.**

**PERSONNEL DE LA  
COLONIE.**

Par arrêté ministériel du 4 juin 1941, M. BEAUDINET, Jean-Nicolas-Constant, Chef de Bureau au Ministère des Colonies, est admis sous le régime du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, à dater du 30 novembre 1936 et est nommé à cette date Commissaire de District de 2e classe.

**Ministere des Affaires Etran-  
geres et du Commerce Ex-  
térieur. Consuls Etrangers au  
Congo Belge.**

A la date du 6 février 1941, M. MALLON (P) a reçu l'autorisation nécessaire pour remplir les fonctions de Consul des Etats-Unis d'Amérique à Léopoldville.

**PERSONEEL DER KOLONIE.**

Bij ministerieel besluit van 4 Juni 1941, is de Heer Jean-Nicolas-Constant BEAUDINET, Bureelhoofd aan het Ministerie van Koloniën, aangenomen onder het stelsel van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met ingang van 30 November 1936, en op dien datum benoemd tot Districtscommissaris—2e klasse.

**Ministerie van Buitenlandsche  
Zaken en Buitenlandschen  
Handel. Vreemde Consuls in  
Belgisch-Congo.**

Op 6 Februari 1941, heeft de heer P. MALLON de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul der Vereenigde Staten van Amerika, te Leopoldstad, te vervullen.

**ERRATUM.**

La pagination du Bulletin Officiel du Congo Belge No. 2 du 1 mars 1941 doit être rectifiée. La page 1 du No. 2 devient la page 17 et ainsi de suite.

De pagineering van het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo, Nr. 2, 1 Maart 1941, moet worden gewijzigd als volgt: bl. 1 wordt bl. 17 en zoo verder.

**Bulletin Officiel**

DU  
CONGO BELGE

**Ambtelijk Blad**

VAN  
BELGISCH-CONGO

**SOMMAIRE**

Dates	Pages
21 janvier 1941. — Arrangements entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement du Royaume-Uni relatifs au Congo Belge concernant les finances et l'achat de marchandises . . .	41
18 juin 1941. — A. M. — Chambre de Commerce de Stanleyville. Personnalité civile . . .	65
11 juillet 1941. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Commissionnement . . . . .	66
12 août 1941. — A. M. — Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. Modification . . .	67
12 août 1941. — A. M. — Statut des Fonctionnaires et Agents de l'ordre judiciaire. Modification . . . . .	69
Consuls étrangers au Congo Belge . . . . .	70
Avis Divers . . . . .	71

**INHOUD**

Dagteekening	Bladz
21 Januari 1941. — Overeenkomsten tusschen de Belgische Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk betreffende Belgisch-Congo, ter zake van financiën en den aankoop van koopwaren . . . . .	41
18 Juni 1941. — M. B. — Kamer van Koophandel te Stanleystad. Rechtspersoonlijkheid . . .	65
11 Juli 1941.—M. B.—Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Aanstellingen . . .	66
12 Augustus 1941. — M. B. — Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijziging . . .	67
12 Augustus 1941. — M. B. — Statuut van de gerechtsambtenaren en beambten. Wijziging . . . . .	69
Vreemde Consuls in Belgisch-Congo . . . . .	70
Allerlei Berichten . . . . .	71

**MINISTÈRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES ET DU  
COMMERCE EXTERIEUR,  
MINISTÈRE DES COLONIES.**

**MINISTERIE VAN BUITEN-  
LANDSCHE ZAKEN EN  
BUITENLANDSCHEN  
HANDEL, MINISTERIE VAN  
KOLONIËN.**

**AGREEMENTS BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND  
THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM  
RELATING TO THE BELGIAN CONGO IN RESPECT OF  
FINANCE AND THE PURCHASE OF COMMODITIES.**

**FINANCIAL AGREEMENT.**

The Belgian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have agreed as follows :—

Article 1.

(1) From the date of the coming into force of this Agreement the rate of exchange of the Congolese franc shall be fixed at 176·625 Congolese francs to £1 sterling. This rate (hereinafter referred to as “ the official rate ”) shall, subject to current transfer charges between London and Leopoldville, be quoted in London and Leopoldville by the respective monetary authorities, and shall be applied by these authorities to all permitted dealings in the two currencies. No change in the official rates shall be made except by prior agreement between the two contracting Governments.

(2) Any rates quoted by the monetary authorities of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi (hereinafter collectively referred to as “ the Congo ”) for currencies other than sterling shall be based on the official middle rate for the Congolese franc against sterling and the official buying and selling rates quoted in London for that other currency against sterling.

Article 2.

A quantitative control of imports of all commodities from all sources shall be maintained in the Congo in such a manner as to ensure the enforcement of that limitation of imports which is unavoidable in time of war. Should the necessity arise, the Government of the United Kingdom undertake to make every effort to supply the requirements of



the Congo within these limits from sources within the sterling area ; and where this is not possible, to make available to importers in the Congo the means of payment, in accordance with the provisions of Article 4 of this Agreement for any necessary imports from countries outside the sterling area, on the same terms as to British importers, due account being taken of the foreign exchange in, or coming into, the possession of the authorities of the Congo or of persons resident in the Congo.

### Article 3.

The Banque du Congo Belge shall act as agents for the Administration of the Belgian Congo for the purpose of making and receiving all payments under the provisions of this Agreement. The Bank of England shall similarly act as agents for the Government of the United Kingdom. The Bank of England and the Banque du Congo Belge will sell to one another sterling for Congolese francs, and Congolese francs for sterling at the official rate. No limit shall be fixed for the amounts of sterling or Congolese francs to be purchased in accordance with this Article.

### Article 4.

(1) Where, under the provisions of Article 2 of this Agreement, the Government of the United Kingdom have undertaken that the means of payment to persons resident outside the sterling area shall be furnished to persons in the Congo for any necessary imports, or where such means of payment are provided by the Government of the United Kingdom for any necessary financial services, this shall be done by one of the two following methods :—

(a) By the sale by the Bank of England to the Banque du Congo Belge against sterling of the foreign currency required, at the London official selling rate for that currency ;

(b) By the credit of sterling, subject to the conditions prescribed in paragraph (2) of this Article, to the account of persons resident in the country in question.

(2) Where arrangements have been made prescribing, in relation to all payments or any class of payments between the sterling area and any country, that payments between persons resident in the sterling area and persons resident in that country shall be made either in the currency of that country or in sterling, or in sterling only, or where such payments

are made in sterling, that they shall be made only by debit or credit of a specified account or of one of a specified class of accounts, the Belgian Government undertake that as from the date of the notification to them of these arrangements by the Government of the United Kingdom all payments between persons in the Congo and persons in that country shall be made only in accordance with those arrangements.

#### Article 5.

The Belgian Government undertake to maintain in force in the Congo measures—

(a) prohibiting the import and export of gold, currency and securities ;

(b) requiring that any foreign exchange in, or coming into, the possession of persons resident in the Congo shall be sold at official rates of the monetary authorities of the Congo ;

(c) requiring that all exports from the Congo to any country with which an arrangement has been made of the kind described in paragraph (2) of Article 4 of this Agreement shall be paid for within a fixed period of time in the manner specified in that arrangement for payments from residents in that country to residents in the sterling area ;

(d) providing that foreign exchange (including sterling) will only be supplied to persons resident in the Congo for permitted imports and for necessary financial services, for which permission has been given by the Administration of the Belgian Congo.

#### Article 6.

The Belgian Government undertake to take all measures necessary to ensure that all sterling sums which come under their control, whether under the provisions of Article 3 or of paragraph (b) of Article 5 of this Agreement or otherwise, shall be used exclusively for expenditure in the sterling area or for the purposes provided in Article 4 of this Agreement.

#### Article 7.

(1) After providing for the Congo's own requirements and for such advances to the Belgian Government as may prove necessary from time to time, the monetary authorities of the Congo shall offer to the Bank

of England, and the Bank of England shall buy, the whole surplus gold production of the Congo in the form of fine gold bars boxed ready for shipment, deposited with the Reserve Bank of South Africa, Cape Town, for account of the Bank of England against payment in sterling at the price of 168s. per fine ounce :

Provided that, if the London official buying price of gold shall be altered at any time, the price at which the Bank of England shall buy the said gold shall be altered accordingly.

(2) (a) After providing for the Congo's own requirements and such advances to the Belgian Government as may prove necessary from time to time, the monetary authorities of the Congo shall, from time to time, sell to the Bank of England, against payment in sterling at the London official buying rate for the currency in question any such surplus as they may hold of any currencies to which this paragraph applies.

(b) The currencies to which this paragraph shall apply shall be determined from time to time by agreement between the Bank of England and the monetary authorities of the Congo, who shall notify the Bank of England of the amounts of such surplus currencies which are held at its disposal for purchase on the terms provided.

#### Article 8.

In order to give the fullest effect to these arrangements, and in order that the Administration of the Belgian Congo may enjoy the fullest facilities in the use of the sterling which they will receive by virtue of them, the Government of the United Kingdom shall take the necessary measures to ensure that the Congo shall be treated as a member of the sterling area for the purposes of the regulations in force in the United Kingdom in regard to exchange control.

#### Article 9.

In this agreement the expression " the sterling area " shall have the meaning assigned to it by the regulations in force in the United Kingdom in regard to exchange control ; provided that, if the Government of the United Kingdom shall at any time amend the definition of the sterling area in force for the purposes of the said regulations, such amendment shall apply to the definition of the sterling area in force for the purposes of this agreement as from the date of the notification to that effect from the Government of the United Kingdom to the Belgian Government.

Article 10.

This agreement shall come into force on signature. It shall remain in force until the conclusion of the hostilities in which the two Contracting Governments are engaged and the coming into force of a treaty of peace, and thereafter shall continue in force unless on the last day of any month either Contracting Government shall give notice to the other of their desire to terminate it on the last day of the month next following: Provided that, if at any time during any period between the 1st September, 1941, and the coming into force of such a treaty of peace no agreement exists between the two Contracting Governments in regard to the guarantee by the Government of the United Kingdom of purchases in the Congo, it shall be open to either Contracting Government to terminate the present agreement on giving three months' notice.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, the 21st day of January, 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S.) ANTHONY EDEN.

PURCHASE AGREEMENT.

The Belgian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, desiring to regulate purchases of commodities from the Belgian Congo and Ruanda Urundi (hereinafter referred to as "The Congo"), have agreed as follows:—

Article 1.

The Government of the United Kingdom shall guarantee the purchases by buyers in the United Kingdom, including departments of His Majesty's Government, during the period from the 1st September, 1940,

to the 31st August, 1941, inclusive, of the following quantities of exports from the Congo :—

Copper : 126,000 metric tons.

Cotton : 20,000 long tons.

Copal : 7,000 long tons.

Ground-nuts : 2,500 long tons.

Palm kernels : 15,000 long tons.

Palm oil : All supplies available for export of a quality not in excess of 6 per cent. of free fatty acid on arrival in the United Kingdom.

The above quantities of the various products constitute minima only and further purchases of these or other products from the Congo for import into the United Kingdom according to current requirements are not precluded. In this connexion the Government of the United Kingdom will give sympathetic consideration to applications for licences for such additional imports from the Congo as may be consistent with the restrictions and limitations imposed on them by the united war effort of the two contracting parties and in particular cotton if shipping space becomes available.

#### Article 2.

The quantities mentioned in Article 1 shall be deemed in each case to include purchases already made by buyers in the United Kingdom during the period to which the guarantee given under Article 1 by the Government of the United Kingdom relates.

#### Article 3.

The Government of the United Kingdom shall give sympathetic consideration to the maintenance of purchases of tin ore from the Congo at the present level when the existing contracts expire.

#### Article 4.

The Government of the United Kingdom will consider in March 1941, the possibility of purchasing sugar from the Congo.

#### Article 5.

Purchases shall be made at prices ruling in competitive markets, subject to the following special arrangements :—

Copper shall be bought at the prices ruling for long-term Rhodesian contracts. Palm kernels shall be bought at a price based on that which is paid by the Government of the United Kingdom for Nigerian palm kernels, subject to the differences in quality which normally result in a discount of ten shillings to fifteen shillings a long ton for Belgian Congo palm kernels. Palm oil shall be bought at a price of twelve pounds a long ton, cost and freight United Kingdom, in bulk.

#### Article 6.

Payment for purchases guaranteed by the Government of the United Kingdom shall be made in the usual way ; if, however, it proves impossible to ship the agreed quantities the Government of the United Kingdom shall—

(a) In the case of copper, cotton and copal pay for and take title to any unshipped balance where it lies in the Congo during the month of August, 1941.

(b) In the case of palm oil, palm kernels and ground nuts pay for and take title to any unshipped balance where it lies in the Congo not later than the 31st October, 1941.

#### Article 7.

The Government of the United Kingdom shall if necessary take such measures as may be required so that the products referred to in Article 1 or any other commodity which may be purchased by the Government of the United Kingdom shall not be placed as a result of customs duty in a position less favourable than British colonial products.

#### Article 8.

The Government of the United Kingdom will enter into negotiation with the Belgian Government not later than the 30th June, 1941, in regard to guaranteeing purchases for a further period beginning on the 1st September, 1941.

Article 9.

The Government of the United Kingdom, recognising the valuable contribution made to the Allied war effort by the Belgian Government in including Belgian vessels in the common pool of merchant shipping available for Allied use, will, within the limits imposed by the shipping situation, do their utmost to carry the amounts of various commodities included in the priority shipping programme of agreed purchases from the Congo and any further amounts which may be purchased from the Congo for import into the United Kingdom. Moreover, appreciating the desire of the Belgian Government that shipments to and from the Congo should so far as possible be made in Belgian ships, the Government of the United Kingdom will meet this desire to the fullest extent compatible with the need to make the most efficient use of all available Allied tonnage.

Article 10.

The Belgian Government will ensure the introduction by the Administration of the Belgian Congo of legislation prohibiting commercial and financial transactions which may be of assistance to any enemy Power with whom the two contracting parties are at war.

Article 11.

The Belgian Government confirm that exports from the Congo will continue to be controlled for blockade purposes by a licensing system, co-ordinated in policy and practice with the system at any time prevailing in territories in Africa administered by the Government of the United Kingdom.

Article 12.

This agreement is complementary to the financial agreement between the two contracting Governments signed this day. It shall come into force on signature.

In witness whereof the undersigned duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in London, the 21st day of January, 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S:) ANTHONY EDEN

**Arrangements entre le Gouvernement Belge et le Gouvernement du Royaume-Uni relatifs au Congo Belge concernant les finances et l'achat de marchandises.**

—

**ACCORD FINANCIER.**

Le Gouvernement belge et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ont conclu l'accord suivant :

**Article 1.**

1) A partir de l'entrée en vigueur du présent arrangement, le taux du change du franc congolais sera fixé à 176.625 francs congolais pour 1 Livre Sterling. Ce taux désigné ci-après comme "taux officiel" sera coté à Londres et à Léopoldville par les autorités financières respectives en tenant compte des frais de transfert entre Londres et Léopoldville et sera appliqué par les dites autorités à toutes transactions autorisées dans les deux monnaies. Aucune modification ne sera apportée au taux officiel à moins d'un accord préalable entre les deux Gouvernements contractants.

**Overeenkomsten tusschen de Belgische Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk betreffende Belgisch-Congo, ter zake van financiën en den aankoop van koopwaren.**

—

**FINANCIEELE  
OVEREENKOMST.**

De Belgische Regeering en de Regeering van Groot-Brittanje en Noord-Ierland zijn overeengekomen over het volgende :

**Artikel 1.**

1) Te rekenen van den datum van de inwerkingtreding dezer overeenkomst, zal de wisselkoers van den Congoleeschen frank vastgesteld zijn op 176.625 Cong. frank voor een pond sterling. Deze koers (hierna vermeld als "de officieele koers") zal, met inachtneming van loepende overdrachtskosten tusschen Londen en Leopoldstad, door de respectieve en financieele overheden te Londen en te Leopoldstad genoteerd worden en zal door deze overheden worden toegepast op alle toegelaten transacties in beide munten. Er zal in de officieele koersen geen verandering aangebracht worden zonder voorafgaande overeenkomst tusschen beide contracteerende Regeeringen.



2) Toutes les valeurs cotées par les autorités financières du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (ci-après appelé collectivement "Le Congo") en d'autres monnaies que la livre seront basées sur le taux moyen officiel du franc congolais par rapport à la Livre Sterling et les taux d'achat et de vente officiels cotés à Londres pour cette autre monnaie par rapport à la livre Sterling.

#### Article 2.

Un contrôle quant à la quantité des importations de toutes les marchandises de toutes provenances sera maintenu au Congo de façon à assurer l'application de cette limitation aux importations qui est inévitable en temps de guerre. En cas de nécessité, le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera d'assurer les besoins du Congo, dans les limites des ressources du " bloc sterling " et là où c'est impossible, de mettre à la disposition des importateurs au Congo, les moyens de paiement, conformément aux dispositions de l'article 4 du présent accord pour toutes importations de pays ne faisant pas partie du bloc Sterling, aux mêmes conditions qu'aux importateurs britanniques, en tenant dûment compte du change étranger en possession ou entrant en possession des autorités

2) Elke koers genoteerd door de financieele overheden van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi (hierna gezamenlijk vermeld als " Congo ") voor andere munten dan het pond sterling, zal gebaseerd zijn op den officieelen gemiddelden koers voor den Congoleeschen frank tegenover het pond sterling en de officieele koop- en verkoopkoersen genoteerd te Londen voor die andere munt ten opzichte van het pond sterling.

#### Artikel 2.

Een kwantitatief toezicht op de importen van elke koopwaar van om het even welken oorsprong zal in Congo worden uitgeoefend, met het oog op de toepassing van de invoerbeperving die in oorlogstijd onvermijdelijk is. Indien noodig, gaat de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk de verplichting aan al het mogelijke te doen om, binnen voornoemde grenzen, in de behoeften van Congo te voorzien door importen uit landen behoorend tot het sterlinggebied, en, waar zulks niet mogelijk is, aan de invoerders in Congo de betaalmiddelen te bezorgen, in overeenkomst met de bepalingen van artikel 4 van deze overeenkomst, voor alle noodige importen uit landen buiten het sterlinggebied, onder dezelfde voorwaarden als voor Britsche invoerders, met inachtneming van de vreemde

congolaises ou de personnes résidant au Congo.

### Article 3.

La Banque du Congo Belge agira comme représentant de l'Administration du Congo Belge en ce qui concerne l'exécution et l'acceptation de tous paiements aux termes du présent accord. La Banque d'Angleterre agira de même comme représentant du Gouvernement du Royaume-Uni. La Banque d'Angleterre et la Banque du Congo Belge vendront l'une à l'autre des sterlings pour des francs congolais et des francs congolais pour des sterlings au taux officiel. Aucune limite ne sera fixée quant aux montants de sterlings et de francs congolais à acheter conformément au présent article.

### Article 4.

1) Dans les cas où aux termes de l'article 2 du présent accord, le gouvernement du Royaume-Uni a garanti que les moyens de paiement aux personnes résidant en dehors du bloc Sterling seront fournis à des personnes au Congo pour toutes importations nécessaires, ou là où ces moyens de paiement sont procurés par le Gouvernement du Royaume-Uni pour tous services financiers néces-

deviezen in het bezit, of komende in het bezit van de overheden van Congo of van in Congo verblijvende personen.

### Artikel 3.

De "Banque du Congo Belge" zal optreden als agent voor de Administratie van Belgisch-Congo voor alle uitgaven en ontvangsten voorzien door deze overeenkomst. Op dezelfde wijze zal de "Bank of England" handelen als agent voor de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk. De Bank of England en de Banque du Congo Belge zullen aan elkaar ponden sterling voor Congoleesche francs en Congoleesche francs voor ponden sterling verkoopen tegen den officieelen koers. Er zal geen grens worden gesteld voor de bedragen in sterling of in Congoleesche francs welke overeenkomstig het onderhavige artikel zullen worden aangekocht.

### Artikel 4.

1) Ingeval, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 van deze overeenkomst, de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk aanvaard heeft dat de middelen tot betaling aan personen die buiten het sterling-gebied verblijven, aan in Congo verblijvende personen zullen bezorgd worden voor alle noodzakelijke importen, of, ingeval zulke betaalmiddelen door de Regeering van het Vereenigd Konink-

saires, il sera procédé de l'une des deux façons suivantes :

(a) Par la vente par la Banque d'Angleterre à la Banque du Congo Belge contre des livres Sterling de monnaie étrangère demandée, au taux officiel de vente de cette monnaie à Londres.

(b) Par le crédit en livres, en tenant compte des conditions prescrites par le paragraphe 2 du présent article, pour le compte de personnes résidant dans le pays en question.

2) Là où des arrangements ont été pris prescrivants, en ce qui concerne tous paiements ou tout genre de paiement entre le bloc Sterling et tout autre pays, que les paiements entre personnes résidant dans le bloc Sterling et des personnes résidant en ce pays seront faits, soit en monnaie de ce pays, ou en Sterlings, ou en Sterlings seulement, ou là où ces paiements sont faits en livres Sterling, qu'ils ne seront faits qu'en débit ou au crédit d'un compte déterminé ou d'un des comptes d'une classe déterminée, le Gouvernement belge garantit qu'à partir de la date de la notification de ces arrangements par le Gouvernement du Royaume-Uni, tous les paiements entre

rijk voor financiële diensten worden bezorgd, zal zulks geschieden op een van de volgende wijzen :

(a) Door verkoop, door de Bank of England aan de Banque du Congo Belge, tegen ponden sterling, van het vereischte buitenlandsche geld, tegen den officieelen Londenschen verkoopkoers van dat geld.

(b) Door het crediteeren in sterling, onder de voorwaarden voorzien in paragraaf 2 van dit artikel, van de rekening van personen verblijvend in het bewuste land.

2) Indien er schikkingen getroffen zijn, waarbij voorgeschreven wordt, in verband met alle betalingen of elke soort betalingen tusschen het sterling-gebied en eenig ander land, dat betalingen tusschen personen verblijvend in het sterling-gebied en personen verblijvend in dat land zullen gedaan worden ofwel in de munt van dat land of in ponden sterling, of enkel in ponden sterling, of, ingeval deze betalingen in sterling geschieden, dat zij alleen zullen geschieden door het debiteeren of het crediteeren van een bepaalde rekening of van een rekening behoorende tot een bepaalde categorie, gaat de Belgische Regeering de verplichting aan, ervoor te zorgen, dat te rekenen van den datum

personnes au Congo et personnes en ce pays ne seront faits que conformément à ces arrangements.

#### Article 5.

Le Gouvernement garantit de maintenir en vigueur au Congo des mesures :

a) interdisant l'importation et l'exportation d'or, de monnaies et de devises ;

b) prescrivant que tout change étranger en ou venant en possession de personnes résidant au Congo devra être vendu aux taux officiels aux autorités monétaires du Congo ;

c) exigeant que toutes exportations du Congo vers tout pays avec lequel un arrangement a été conclu du genre décrit au paragraphe 2 de l'article 4 du présent arrangement, seront payées dans un délai fixé de la façon décrite dans cet arrangement au sujet de paiements faits par des résidants de ce pays à des résidants du bloc Sterling ;

d) prévoyant que le change étranger (y compris le Sterling)

waarop zij van deze schikkingen kennis heeft gekregen van de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk, alle betalingen tusschen personen in Congo en personen in dat land enkel in overeenkomst met deze schikkingen zullen geschieden.

#### Artikel 5.

De Belgische Regeering gaat de verplichting aan, in Congo maatregelen te behouden :

a) verbiedend den in- en uitvoer van goud, munt en geldswaardige papieren ;

b) eischend dat alle vreemde deviezen die zich bevinden of die komen in het bezit van in Congo verblijvende personen, tegen officieele koersen aan de financieele overheden van Congo zullen verkocht worden ;

c) eischend dat alle exporten uit Congo naar een land waarmede een schikking werd aangegaan in den zin als bepaald in paragraaf 2 van artikel 4 dezer overeenkomst, zullen betaald worden binnen een gestelden tijd op de wijze in die schikking voorzien voor betalingen door in dit land verblijvende personen aan personen die in het sterlinggebied verblijven ;

d) bepalend dat vreemde deviezen (ponden sterling inclus)

ne sera délivré qu'aux personnes résidant au Congo pour les importations autorisées et pour des services financiers nécessaires, pour lesquels une autorisation a été accordée par l'administration du Congo Belge.

#### Article 6.

Le Gouvernement belge s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que tous les montants en Livres Sterling tombant sous son contrôle, soit aux termes de l'article 3 ou du paragraphe *b* de l'article 5 du présent arrangement ou autrement, seront employés exclusivement pour les dépenses faites dans le bloc Sterling ou aux fins prévues à l'article 4 du présent arrangement.

#### Article 7.

1) Après avoir pourvu aux besoins du Congo et aux avances au Gouvernement belge pouvant être jugées nécessaires de temps à autre, les autorités monétaires du Congo offriront à la Banque d'Angleterre et la Banque d'Angleterre achètera, tout l'excédent de la production d'or sous la forme de barres d'or fin en caisses prêtes à être embarquées, déposées à la "Reserve Bank of South Africa, Cape Town," pour compte de la Banque d'Angleterre contre paie-

aan in Congo verblijvende personen slechts zullen bezorgd worden voor toegelaten importen en voor noodzakelijke financiële diensten waarvoor de toelating werd gegeven door het Bestuur van Belgisch-Congo.

#### Artikel 6.

De Belgische Regeering gaat de verplichting aan, alle noodige maatregelen te treffen opdat al de sommen in ponden sterling die onder haar contrôle komen, hetzij krachtens de bepalingen van artikel 3, of van paragraaf *b* van artikel 5 van deze overeenkomst hetzij op een andere wijze, uitsluitend gebruikt worden voor uitgaven in het sterling-gebied of voor de doeleinden voorzien in artikel 4 van deze overeenkomst.

#### Artikel 7.

1) Na te hebben gezorgd voor de eigen behoeften van Congo en voor de voorschotten aan de Belgische Regeering die van tijd tot tijd noodzakelijk kunnen blijken, zullen de financiële overheden van Congo aan de Bank of England aanbieden en zal de Bank of England koopen het heele overschot van de goudproductie van Congo in den vorm van fijne goudstaven, in kisten verpakt gereed voor inscheeping, gedeponeerd in de Reserve Bank of South

ment en Livres Sterling au prix de 168 s. l'once fine.

A condition que si, à un moment donné, le prix d'achat officiel de l'or à Londres aura été modifié, le prix auquel la Banque d'Angleterre achètera le dit or sera modifié en conséquence.

2) a) Après avoir pourvu aux besoins du Congo et aux avances du Gouvernement belge pouvant être jugées nécessaires de temps à autre, les autorités monétaires du Congo vendront de temps à autre à la Banque d'Angleterre contre paiement en Sterling au taux d'achat officiel londonien pour la monnaie en question tout excédent qu'elles peuvent avoir en toutes monnaies tombant sous l'application du présent paragraphe.

b) Les monnaies, qui tomberont sous l'application du présent paragraphe, seront établies de temps à autre par un arrangement entre la Banque d'Angleterre et les autorités monétaires du Congo, qui notifieront à la Banque d'Angleterre les montants des excédents de monnaies tenus à sa disposition pour achat aux termes prévus.

Africa, Kaapstad, voor rekening van de Bank of England, tegen betaling in sterling aan den prijs van 168 s. per fijn ons.

Zulks op voorwaarde dat, indien de Londensche officieele koopprijs van het goud te eeniger tijd gewijzigd wordt, de prijs tegen welken de Bank of England dit goud zal koopen dienovereenkomstig zal worden veranderd.

2) a) Na te hebben gezorgd voor de eigen behoeften van Congo en voor de voorschotten aan de Belgische Regeering die af en toe noodzakelijk kunnen blijken, zullen de financieele overheden van Congo van tijd tot tijd aan de Bank of England tegen betaling in sterling aan den officieelen Londenschen koopkoers voor de bewuste munt, het in hun bezit zijnde overschot verkoopen van eenige munt waarop deze paragraaf betrekking heeft.

b) De munten waarop deze paragraaf betrekking heeft zullen van tijd tot tijd worden vastgesteld in gemeen overleg tusschen de Bank of England en de financieele overheden van Congo; deze overheden zullen aan de Bank of England kennis geven van de hoeveelheden overblijvende munt die te harer beschikking worden gehouden voor aankoop in gestelde voorwaarden.

#### Article 8.

En vue de donner l'effet le plus complet aux présents arrangements et pour que l'administration du Congo Belge puisse jouir des plus grandes facilités dans l'utilisation des Sterlings qu'elle recevra en vertu de ces arrangements, le Gouvernement du Royaume-Uni prendra les mesures nécessaires pour que le Congo soit traité comme membre du bloc Sterling en ce qui concerne les règlements en vigueur au Royaume-Uni concernant le contrôle du change.

#### Article 9.

Dans le présent arrangement, l'expression " Bloc Sterling " aura la signification qui lui est attribuée par les règlements en vigueur dans le Royaume-Uni concernant le contrôle du change, à condition que si, à un moment quelconque, le Gouvernement du Royaume-Uni modifiera la définition du bloc Sterling en vigueur pour les dits règlements, cette modification sera applicable à la définition du bloc Sterling en vigueur pour les usages du présent arrangement à partir de la date de la notification à cet effet faite par le Gouvernement du Royaume-Uni au Gouvernement belge.

#### Artikel 8.

Ten einde aan deze schikkingen de volledigste uitwerking te geven, en opdat het Bestuur van Belgisch-Congo de grootst mogelijke faciliteiten zou genieten in het gebruik van de ponden sterling die het krachtens de schikkingen zal ontvangen, zal de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk de noodige maatregelen treffen ten einde te verzekeren dat Congo zal behandeld worden als een lid van het sterling-gebied met het oog op de in het Vereenigd Koninkrijk van kracht zijnde voorschriften aangaande de deviezen-contrôle.

#### Artikel 9.

In deze overeenkomst zal de uitdrukking " het sterling-gebied " de beteekenis hebben die haar gegeven wordt door de in het Vereenigd Koninkrijk van kracht zijnde voorschriften aangaande de deviezen-contrôle ; met dien verstande dat, indien de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk te eeniger tijd de bepaling van het sterling-gebied, zooals zij geldt met het oog op gezegde voorschriften, wijzigt, deze wijziging van toepassing zal wezen op de bepaling van het sterling-gebied, zooals zij geldt voor deze overeenkomst, vanaf den datum waarop door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk daarvan kennis wordt gegeven aan de Belgische Regeering.

Article 10.

Le présent arrangement entrera en vigueur dès sa signature. Il restera en vigueur jusqu'à la fin des hostilités dans lesquelles les deux Gouvernements contractants sont engagés et jusqu'à l'entrée en vigueur d'un traité de paix et continuera à être en vigueur dans la suite, à moins qu'au dernier jour de n'importe quel mois l'un des Gouvernements contractants notifiera à l'autre son désir d'y mettre fin le dernier jour du mois suivant: à condition que si, à un moment quelconque, durant tout délai entre le 1er septembre 1941 et l'entrée en vigueur d'un tel traité de paix, il n'existe aucun arrangement entre les deux gouvernements contractants concernant la garantie donnée par le Gouvernement du Royaume-Uni au sujet des achats au Congo, il sera loisible à chacun des Gouvernements contractants de mettre fin au présent arrangement moyennant préavis de trois mois.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double à Londres, le 21 janvier 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S.) ANTHONY EDEN.

Artikel 10.

Deze overeenkomst zal in werking treden op het oogenblik der onderteekening. Zij zal van kracht blijven tot het einde van de vijandelikheden waarin beide contracteerende Regeeringen gewikkeld zijn en de inwerkingtreding van een vredesverdrag; daarna zal ze van kracht blijven, tenzij op den laatsten dag van om het even welke maand een der contracteerende Regeeringen aan de andere kennis geeft van haar wensch er een eind aan te maken op den laatsten dag van de eerstvolgende maand: met dien verstande dat, indien te eeniger tijd gedurende een periode gaande van 1 September 1941 tot de inwerkingtreding van zulk een vredesverdrag er tusschen beide contracteerende Regeeringen geen overeenkomst bestaat aangaande de toezegging, door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk, van aankopen in Congo, het aan ieder der contracteerende Partijen vrij zal staan deze overeenkomst met een termijn van drie maanden op te zeggen.

Ter oorkonde waarvan, de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk door hun respectieve Regeeringen gemachtigd, deze overeenkomst geteekend en ze met hun stempels bekleed hebben.

Gedaan in duplo te Londen, den 21<sup>n</sup> Januari 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S.) ANTHONY EDEN.



## ARRANGEMENT RELATIF AUX ACHATS.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord, désirant régler les achats de marchandises du Congo Belge et du Ruanda Urundi (désigné collectivement ci-après "Le Congo") ont convenu de ce qui suit :

### Article 1.

Le Gouvernement du Royaume-Uni garantira l'achat par des acheteurs dans le Royaume-Uni, y compris les départements du Gouvernement de Sa Majesté, pendant la période allant du 1er septembre 1940 au 31 août 1941 inclusivement, des quantités suivantes de marchandises exportées du Congo :

Cuivre : 126,000 tonnes métriques ; Coton : 20,000 tonnes longues ; Copal : 7,000 tonnes longues ; Arachides : 2,500 tonnes longues ; Noix palmistes : 15,000 tonnes longues ; Huile de palme : tous stocks disponibles pour l'exportation d'une qualité ne contenant pas plus 6% d'acide gras à l'arrivée dans le Royaume-Uni.

Les quantités ci-dessus des divers produits ne constituent qu'un minimum et des achats

## OVEREENKOMST BETREFFENDE DE AANKOOPEN.

De Belgische Regeering en de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittanje en Noord-Ierland, wenshend een regeling te treffen aangaande aankopen van goederen van Belgisch-Congo en Ruanda Urundi (hierna vermeld als "Congo"), zijn overeengekomen als volgt :

### Artikel 1.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zal den aankoop waarborgen, door koopers in het Vereenigd Koninkrijk, waaronder departementen van Zijner Majesteits Regeering, gedurende het tijdperk van 1 September 1940, tot en met 31 Augustus 1941, van de navolgende exportgoederen uit Congo :

Koper : 126,000 metrische ton ; Katoen : 20,000 Engelsche ton ; Kopal : 7,000 Engelsche ton ; Aardnoten : 2,500 Engelsche ton ; Palmnoten : 15,000 Engelsche ton. Palmolie : Alle voor uitvoer beschikbare hoeveelheden van zulke hoedanigheid dat zij bij aankomst in het Vereenigd Koninkrijk niet meer dan 6% vrij vetzuur bevatten.

Bovenvermelde hoeveelheden van de verschillende producten zijn slechts minima en verdere

ultérieurs de ces produits ou d'autres du Congo pour être importés dans le Royaume-Uni suivant des besoins courants ne sont pas exclus. Sous ce rapport, le Gouvernement du Royaume-Uni prendra volontiers en considération des demandes de licences pour ces importations du Congo, si elles sont conformes aux restrictions et limitations qui leur sont imposées par l'effort de guerre réuni des deux parties contractantes et en particulier pour le coton s'il y a du tonnage disponible.

#### Article 2.

Les quantités mentionnées à l'article 1 devront être considérées dans chaque cas comme comprenant les achats déjà faits par des acheteurs dans le Royaume-Uni durant la période à laquelle se rapporte la garantie donnée aux termes de l'article 1 par le Gouvernement du Royaume-Uni.

#### Article 3.

Le Gouvernement du Royaume-Uni prendra en bienveillante considération le maintien des achats des minerais d'étain du Congo au niveau actuel à l'expiration des contrats actuels.

aankopen van deze of andere producten van Congo voor den invoer in het Vereenigd Koninkrijk naar gelang van de loopende behoeften zijn niet uitgesloten. In dit verband zal de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk aanvragen tot het bekomen van vergunningen voor aanvullende invoeren uit Congo bereidwillig in overweging nemen voor zoover deze vereenigbaar zijn met de daarvoor door de gezamenlijke oorlogsinspanning van beide contracteerende partijen opgelegde beperkingen en begrenzungen en in het bijzonder voor katoen indien scheepsruimte beschikbaar komt.

#### Artikel 2.

De in artikel 1 vermelde hoeveelheden zullen in ieder geval worden beschouwd de aankopen te omvatten reeds door aankoopers in het Vereenigd Koninkrijk gedaan gedurende het tijdperk waarop de waarborg in artikel 1 gegeven door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk betrekking heeft.

#### Artikel 3.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zal het handhaven der aankopen van tinerts van Congo op het huidig peil bereidwillig in overweging nemen bij het vervallen van de thans bestaande contracten.

Article 4.

Le Gouvernement du Royaume-Uni examinera en mars 1941 la possibilité d'acheter du sucre du Congo.

Article 5.

Les achats seront faits au prix des marchés concurrents soumis aux arrangements spéciaux suivants :

Le cuivre sera acheté aux prix fixés dans les contrats à long terme rhodésiens. Les noix palmistes seront achetées à un prix basé sur celui que paie le Gouvernement du Royaume-Uni pour les noix palmistes du Niger et soumis aux différences de qualité ce qui entraîne normalement un escompte de dix à quinze shillings à la tonne longue pour des noix palmistes du Congo Belge. L'huile de palme sera achetée au prix de 12 Livres la tonne longue, frais et frêt Royaume-Uni, en gros.

Article 6.

Le paiement des achats garanti par le Gouvernement du Royaume-Uni sera fait de la façon usuelle ; si cependant il est impossible d'embarquer les quantités con-

Artikel 4.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zal in Maart 1941 de mogelijkheid van het aankopen van suiker van Congo in overweging nemen.

Artikel 5.

De aankopen zullen geschieden tegen de prijzen op de concurrerende markten geldig met inachtneming van de volgende bijzondere regelingen :

Koper zal worden gekocht tegen de prijzen geldend voor de Rhodésische contracten op langen termijn. Palmnoten zullen worden gekocht tegen een prijs gebaseerd op dengene die door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk wordt betaald voor Nigerische palmnoten, rekening houdend met de verschillen in hoedanigheid welke normaal aanleiding geven tot een korting van tien tot vijftien shilling per Engelsche ton voor palmnoten uit Belgisch-Congo. Palmolie zal worden gekocht tegen den prijs van twaalf pond per Engelsche ton, kosten en vracht tot in het Vereenigd Koninkrijk inbegrepen, overpakt.

Artikel 6.

De betaling van aankopen door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk gewaarborgd zal op de gewone wijze geschieden ; indien het echter onmogelijk blijkt de

venues, le Gouvernement du Royaume-Uni paiera et prendra ferme :

a) s'il s'agit du cuivre, coton et copal, toute quantité non embarquée partout où elle se trouve au Congo durant le mois d'août 1941.

b) s'il s'agit d'huile de palme, de noix palmistes et d'arachides, toute quantité non embarquée partout où elle se trouve au Congo, pas plus tard que le 31 octobre 1941.

#### Article 7.

Le Gouvernement du Royaume-Uni prendra si c'est nécessaire toutes mesures utiles de sorte que les produits mentionnés à l'article 1 ou toute autre marchandise pouvant être achetée par le Gouvernement du Royaume-Uni, ne soient pas placés dans une situation moins favorable quant aux frais de douane que les produits coloniaux britanniques.

#### Article 8.

Le Gouvernement du Royaume-Uni entrera en négociation avec le Gouvernement Belge au plus tard le 30 juin 1941, en vue de garantir les achats pour une nouvelle période commençant le 1er septembre 1941.

overeengekomen hoeveelheden te verschepen, zal de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk :

a) voor het koper, het katoen en de kopal deze betalen en elk niet verzonden overschot daar waar het in Congo ligt tijdens de maand Augustus 1941 overnemen.

b) voor de palmolie, palmnoten en aardnoten deze betalen en elk niet verzonden overschot waar het in Congo ligt niet later dan 31 October 1941 overnemen.

#### Artikel 7.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zal indien noodig zoodanige maatregelen nemen als vereischt zijn om te voorkomen dat de in artikel 1 vermelde producten of andere waren, welke door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zouden worden aangekocht, niet ingevolge de tolrechten in een ongunstigeren toestand zouden worden geplaatst dan Britsche koloniale voortbrengselen.

#### Artikel 8.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk zal niet later dan 30 Juni 1941 met de Belgische Regeering in onderhandeling treden met betrekking tot het waarborgen van aankopen voor een verdere periode op 1 September 1941 aanvangend.

### Article 9.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, appréciant la précieuse collaboration apportée à l'effort de guerre des Alliés par le Gouvernement Belge, en mettant les navires belges à la disposition de la marine marchande des Alliés fera tout son possible, dans les limites imposés par la situation de la navigation, pour transporter les quantités des diverses marchandises comprises dans le programme d'embarquement de priorité des achats convenus du Congo et toutes autres quantités qui pourront être achetées au Congo pour être importées au Royaume-Uni. En outre, appréciant le désir du Gouvernement Belge que les chargements vers et du Congo devraient autant que possible être faits à bord de navires belges, le Gouvernement du Royaume-Uni donnera suite à ce désir dans la plus large mesure compatible avec la nécessité de faire l'usage le plus efficace de tout tonnage allié disponible.

### Article 10.

Le Gouvernement Belge garantira l'introduction par l'Administration du Congo Belge d'une

### Artikel 9.

De Regeering van het Vereenigd Koninkrijk, de waardevolle bijdrage erkennend door de Belgische Regeering verleend aan de oorlogsinspanning der Geallieerden door het opnemen der Belgische schepen in de groepeerings van handelsschepen beschikbaar voor gebruik door de Geallieerden, zal, binnen de perken door den toestand der scheepvaart opgelegd, al het mogelijke doen voor het vervoer der vezverschillende waren opgenomen in het programma voor verschepping met prioriteit van de overeengekomen aankopen van uit Congo en van alle verdere hoeveelheden die zouden worden aangekocht voor invoer van uit Congo in het Vereenigd Koninkrijk. Bovendien, rekening houdend met den wensch van de Belgische Regeering dat verscheppingen van en naar Congo zooveel mogelijk met Belgische schepen zouden geschieden, zal de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk aan dezen wensch in de ruimste mate tegemoet komen voor zoover dit vereenigbaar is met de noodzakelijkheid het meest nuttig gebruik te maken van alle beschikbare Geallieerdenscheepsruimte.

### Artikel 10.

De Belgische Regeering zal zorg dragen voor het invoeren door het Bestuur van Belgisch-Congo van

législation interdisant toutes transactions commerciales et financières pouvant constituer une aide à une puissance ennemie avec laquelle les deux parties contractantes sont en guerre.

#### Article 11.

Le Gouvernement belge garantit que les exportations du Congo continueront à être contrôlées, aux fins du blocus par le système de licence, coordonné en pratique au système toujours en vigueur dans les territoires en Afrique administrés par le Gouvernement du Royaume-Uni.

#### Article 12.

Le présent arrangement est un complément à l'arrangement financier signé ce jour entre les deux Gouvernements contractants. Il entrera en vigueur dès sa signature.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur sceau.

Fait en double, à Londres, le 21 janvier 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S.) ANTHONY EDEN.

wettelijke regelingen tot het verbieden van commercieele of financieele verhandelingen welke voor eenige vijandelijke Mogendheid waarmede beide verdragsluitende partijen in oorlog zijn, tot steun zou kunnen zijn.

#### Artikel 11.

De Belgische Regeering bevestigt dat de uitvoeren van uit Congo ten behoeve van de blokkade gecontroleerd zullen blijven door een vergunningsstelsel dat in opzet en practische uitvoering in overeenstemming zal zijn met het stelsel dat te eeniger tijd zal worden toegepast in de door de Regeering van het Vereenigd Koninkrijk in Afrika beheerde gebieden.

#### Artikel 12.

Deze schikking is een aanvulling van de financieele schikking op heden door beide verdragsluitende Regeeringen onderteekend. Zij zal van kracht worden bij de onderteekening.

Ter oorkonde waarvan de onderteekenden daartoe behoorlijk gemachtigd door hunne respectieve Regeeringen, onderhavige schikking hebben onderteekend en er hun zegels op hebben aangebracht.

Gedaan in duplo te Londen den 21n Januari 1941.

(L.S.) P. H. SPAAK.

(L.S.) ANTHONY EDEN.

## MINISTÈRE DES COLONIES,

**Chambre de commerce de Stanleyville. Personnalité civile.**

L'Administrateur Général du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Ministre des Colonies,

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 ;

Vu notamment l'article premier du décret du 1<sup>er</sup> mars 1932, relatif à l'octroi de la personnalité civile aux Chambres de Commerce.

### ARRÊTÉ :

Article unique.

La personnalité civile est accordée à la Chambre de Commerce de Stanleyville, dont le siège est établi à Stanleyville, et qui a pour objet de rechercher par l'action commune de ses membres à favoriser, développer et défendre les intérêts des commerçants.

Londres, le 18 Juin 1941.

## MINISTERIE VAN KOLONIËN

**Kamer van koophandel te Stanleystad. Rechtspersoonlijkheid.**

De Administrateur-Generaal van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, Minister van Koloniën,

Gezien de wet van 18 October 1908, op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940 ;

Gezien, namelijk, artikel 1 van het decreet van 1 Maart 1932, betreffende het verleenen der rechtspersoonlijkheid aan de Kamers van Koophandel,

### BESLUIT :

Eenig artikel.

Rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de Kamer van Koophandel te Stanleystad, waarvan de zetel in deze stad gevestigd is en die ten doel heeft, door de gemeenschappelijke actie harer leden, de belangen der handelaars te bevoordeelen, uit te breiden en te verdedigen.

Londen, den 18<sup>n</sup> Juni 1941.

**Statut des Fonctionnaires et  
Agents de la Colonie.—Com-  
missionnement.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général du Congo  
Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu la loi sur le Gouvernement  
du Congo Belge ;

Vu l'arrêté royal du 29 juin  
1933, sur l'organisation adminis-  
trative de la Colonie ;

Vu l'arrêté royal du 24 sep-  
tembre 1934, organique du Statut  
des fonctionnaires et agents de  
la Colonie, autres que les magis-  
trats et les fonctionnaires et agents  
de l'ordre judiciaire ;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre  
1934, organique du Statut des  
fonctionnaires et agents de l'ordre  
judiciaire ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 ;

Revu l'arrêté ministériel du  
20 février 1941, relatif au com-  
missionnement ;

**Statuut van de ambtenaren en  
beambten der Kolonie.—Aan-  
stellingen.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIËN,**

Administrateur-Generaal van Bel-  
gisch-Congo en van Ruanda-  
Urundi,

Gezien de wet op het Gouverne-  
ment van Belgisch-Congo ;

Gezien het koninklijk besluit  
van 20 Juni 1933, op de bestuurs-  
inrichting van de Kolonie ;

Gezien het koninklijk besluit  
van 24 September 1934, tot vast-  
stelling van het Statuut voor de  
ambtenaren en beambten der  
Kolonie, met uitzondering van  
de magistraten, gerechtsambte-  
naren en -beambten ;

Gezien het koninklijk besluit  
van 5 November 1934, tot vast-  
stelling van het Statuut voor de  
gerechtsambtenaren en -beamb-  
ten ;

Gezien de besluit-wet van 18  
Juni 1940 ;

Herzien het ministerieel besluit  
van 20 Februari 1941, betreffende  
de aanstellingen.



**ARRÊTE :**

Article premier.

La disposition ci-après qui constituera l'article 4/*bis* de l'arrêté ministériel prérappelé du 20 février 1941, relatif au commissionnement, est insérée à la suite de l'article 4 du dit arrêté :

La pension coloniale de retraite ou d'invalidité, de même que les allocations en tenant lieu, sont calculées, dans chaque cas, comme si le commissionnement n'était pas intervenu.

Article 2.

Le présent arrêté rétroagit à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté prérappelé du 20 février 1941.

Londres, le 11 juillet 1941.

**BESLUIT :**

Artikel 1.

De volgende bepaling, die artikel 4/*bis* van voormeld ministerieel besluit van 20 Februari 1941 betreffende de aanstellingen zal uitmaken, wordt na artikel 4 van dat besluit ingelascht :

Het koloniaal rust of invaliditeitspensioen alsook de als dusdanig geldende tegemoetkomingen worden, in elk afzonderlijk geval, berekend alsof er geen aanstelling had bestaan.

Artikel 2.

Dit besluit werkt terug tot den datum waarop voormeld besluit van 20 Februari 1941 in werking is getreden.

London, den 11<sup>en</sup> Juli 1941.

**A. DE VLEESCHAUWER.**

**Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie. Modification.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu l'arrêté du 18 juin 1940, prescrivant des mesures pour

**Statuut van de Ambtenaren en Beambten der Kolonie. Wijziging.**

**DE MINISTER VAN KOLONIEN,**

Administrateur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

Gelet op het besluit van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden

assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents des cadres administratifs de la Colonie édicté par l'arrêté royal du 2 juillet 1929, ainsi, que les dispositions qui l'ont modifié ;

### ARRÊTE :

#### Article premier.

L'alinéa de l'article 7 du Statut édicté par l'arrêté royal du 2 juillet 1929 prérappelé, commençant par les mots : " Le Gouvernement peut mettre à la retraite " est remplacé par le texte ci-après : " Le Gouvernement peut mettre à la retraite les fonctionnaires et agents comptant au moins douze ans de services effectifs à l'expiration d'une période de service en cours."

#### Article 2.

Le présent arrêté sortira ses effets au jour de sa publication.

Londres, le 12 août 1941.

voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beambten van het bestuurs-kader der Kolonie, lijk het bij koninklijk besluit van 2 Juli 1929 is uitgevaardigd, en op de bepalingen tot wijziging er van,

### BESLUIT :

#### Artikel 1.

In artikel 7 van het Statuut uitgevaardigd bij voormeld koninklijk besluit van 2 Juli 1929, wordt het lid dat aanvangt met de woorden : " de Regeering kan . . . in ruste stellen," door den volgenden tekst vervangen : " De Regeering kan de ambtenaren en beambten die ten minste twaalf jaar dienst tellen, in ruste stellen bij het verstrijken van een loopende dienstperiode."

#### Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking den dag zijner bekendmaking.

Londen, den 12<sup>n</sup> Augustus 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Statut des Fonctionnaires et  
Agents de l'ordre judiciaire.  
Modification.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général de la  
Colonie du Congo Belge et du  
Ruanda-Urundi,

Vu l'arrêté du 18 juin 1940,  
prescrivant des mesures pour as-  
surer l'exercice de l'Autorité  
Belge dans la Colonie du Congo  
Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires  
et agents de l'ordre judiciaire  
édicte par l'arrêté royal du 7 mai  
1931, ainsi que les dispositions  
qui l'ont modifié ;

**ARRÊTE :**

Article premier.

L'alinéa de l'article 9 du Statut  
édicte par l'arrêté royal du 7 mai  
1931 prérappelé, commençant par  
les mots : " Le Gouvernement peut  
mettre à la retraite," est remplacé  
par le texte ci-après : " Le  
Gouvernement peut mettre à la  
retraite les fonctionnaires et agents  
de l'ordre judiciaire comptant au  
moins douze ans de services effec-  
tifs à l'expiration d'une période  
de service en cours."

**Statuut der gerechtsambtenaren  
en -beambten. Wijziging.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIËN,**

Administrateur-Generaal van de  
Kolonie Belgisch-Congo en van  
Ruanda-Urundi,

Gelet op het besluit van 18 Juni  
1940, waarbij maatregelen worden  
voorgeschreven om de uitoefening  
van het Belgisch gezag in de  
Kolonie Belgisch-Congo en in  
Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut der gerechts-  
ambtenaren en -beambten, lijk  
het bij koninklijk besluit van 7 Mei  
1931, is uitgevaardigd, en op de  
bepalingen tot wijziging er van,

**BESLUIT :**

Artikel 1.

In artikel 9 van het Statuut  
uitgevaardigd bij voormeld konink-  
lijk besluit van 7 Mei 1931, wordt  
het lid dat aanvangt met de  
woorden : de Regeering kan . . . .  
in ruste stellen," door den vol-  
genden tekst vervangen : " De  
Regeering kan de gerechtsamb-  
tenaren en -beambten die ten  
minste twaalf jaar werkelijken  
dienst tellen, in ruste stellen bij het  
verstrijken van een loopende  
dienstperiode."

Article 2.

Le présent arrêté sortira ses effets au jour de sa publication.

Londres, le 12 août 1941.

Artikel 2.

Dit besluit treedt in werking den dag zijner bekendmaking.

Londen, den 12<sup>n</sup> Augustus 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur. Consuls étrangers au Congo Belge.**

—

A la date du 30 mai 1941, M. JONES (Robert) a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul de l'Union de l'Afrique du Sud au Congo Belge avec résidence à Elisabethville.

—

A la date du 25 juin 1941, M. GAMBLE (F.H.) a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul de Grande-Bretagne à Elisabethville, en remplacement de M. HARRIS (C.G.) qui a été transféré au Consulat Général de Grande-Bretagne à Léopoldville.

**Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel. Vreemde Consuls in Belgisch-Congo.**

—

Op 30 Mei 1941, heeft de Hr. JONES (Robert) de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul van de Unie van Zuid-Afrika in Belgisch-Congo uit te oefenen, met standplaats te Elisabethstad.

—

Op 25 Juni 1941, heeft de Hr. Gamble (F. H.) de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul van Groot-Brittanje te Elisabethstad uit te oefenen, ter vervanging van den Hr. Harris (C. G.) die overgeplaatst werd naar het Consulaat-Generaal van Groot-Brittanje te Leopoldstad.

## AVIS DIVERS.

### Société Anonyme Compagnie Dens-Ocean.

#### Transfert de Siège.

La Société Anonyme COMPAGNIE DENS-OCEAN confirme la décision de transfert de son siège social au Congo Belge, prise par feu son Président et Administrateur-Délégué, Monsieur Léon Dens, selon acte ci-dessous :

“ Vu l'Arrêté Royal du 2 février 1940.

“ Vu les pouvoirs statutaires conférés à l'Administrateur-Délégué.

“ Vu la décision du Conseil d'Administration prise à l'unanimité en réunion du 13 mai 1940 et dont le texte suit :

“ Par application des dispositions de l'Arrêté-Loi du 2 février 1940, relatif à l'Administration en temps de guerre des Sociétés commerciales, le Conseil décide de transférer le siège social d'Anvers à Ostende et donne pouvoir à son Président, Administrateur-Délégué, Monsieur Léon Dens, de le transférer éventuellement en tout autre lieu.

“ Le Conseil délègue tous ses pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Léon Dens avec autorisation pour celui-ci d'en déléguer tout ou partie à une ou plusieurs personnes à désigner par lui.

“ Les pouvoirs donnés aux personnes restant éventuellement en territoire occupé sont annulés.

“ Il charge Monsieur Léon Dens de faire le plus tôt possible la déclaration des décisions ci-dessus au Registre du Commerce et de les faire publier aux Annexes du Moniteur Belge conformément à l'article 1 et 2 de l'arrêté-loi susdit.”

“ Je Léon Dens, Président du Conseil, Administrateur-Délégué, décide de transférer le siège social de la Société à Motenge-Boma (Congo Belge).”

“ La présente décision sera publiée aussitôt que possible.

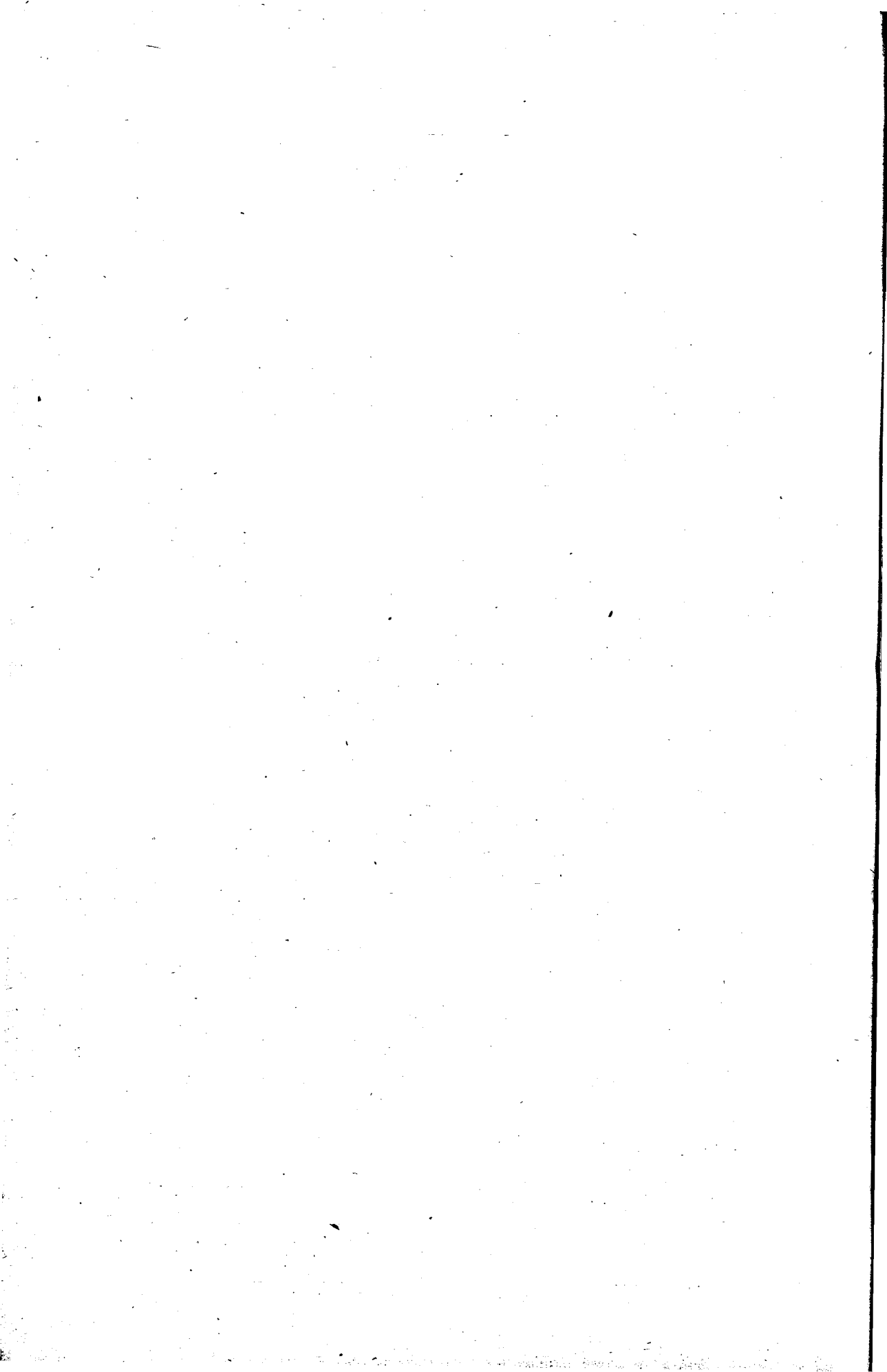
“ Vu l'impossibilité de déposer cette décision au Registre du Commerce, cette décision a été déposée auprès du Consul de Belgique à Londres.

“ Londres le 29 juillet 1940.

(s.) L. DENS,

“ Président du Conseil  
“ d'Administration,

“ Administrateur-Délégué,  
“ de la COMPAGNIE DENS-OCEAN,  
“ [Société Anonyme.]”



**Bulletin Officiel**

DU

CONGO BELGE

**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO

**SOMMAIRE**

Dates	Pages
6 septembre 1941. — A. M. — Société Congolaise des Pétroles Shell. Assemblée générale . . .	74
13 septembre 1941. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. Modification à l'article 46 . . . . .	75
13 septembre 1941. — D. — Force Publique. Application aux officiers et sous-officiers de l'A.M. du 13 septembre 1941	76
7 octobre 1941. — D. — Régie des Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi—Contrôle	77
23 octobre 1941. — Arrêté des Ministres réunis en conseil. Société anonyme de culture au Congo Belge. Autorisation de tenir une assemblée générale en dehors des conditions prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales en date du 30 novembre 1935 et par les statuts . . . . .	79
3 septembre 1941. — Personnel judiciaire . . . . .	83
Avis divers . . . . .	84

**INHOUD**

Dagteekening	Bladz.
6 September 1941. — M. B. — Société Congolaise des Pétroles Shell. Algemeene Vergadering . . .	74
13 September 1941. — M. B. — Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie. Wijziging aan artikel 46 . . .	75
13 September 1941. — D. — Weermacht. Toepassing op de officieren en onderofficieren, van het M. B. van 13 September 1941 . . . . .	76
7 October 1941 — D. — Regie der Wateren Electriciteitsverdeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi—Controle . . .	77
23 Octobre 1941. Besluit der in Raad vergaderde Ministers. "Société anonyme des cultures au Congo belge." Machtiging tot het houden van een algemeene vergadering buiten de voorwaarden die in de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen d.d. 30 November 1935 en in de statuten zijn gesteld . . .	79
3 September 1941. — Rechterlijk personeel . . . . .	83
Berichten . . . . .	84

**Société Congolaise des Pétroles  
Shell. Assemblée générale.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES,**

Administrateur Général de la  
Colonie du Congo Belge et du  
Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 18 octobre 1908  
sur le Gouvernement du Congo  
Belge ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 ;

Vu notamment l'article 3 du  
décret du 19 février 1940 relatif  
à l'administration et à la liquida-  
tion en temps de guerre des  
sociétés civiles ou commerciales,  
institutions, associations et éta-  
blissements d'utilité publique de  
droit congolais ayant un siège en  
Belgique ;

**ARRÊTE :**

La société congolaise des Pé-  
troles Shell dont le siège social est  
à Léopoldville, est autorisée à  
convoquer ses actionnaires en  
assemblée générale extraordinaire  
dont l'ordre du jour sera limité  
aux objets suivants :

1°). Transfert de Bruxelles à  
Londres, St. Helen's Court Great  
St. Helen's E.C. 3, du siège admi-  
nistratif de la société ;

**Société Congolaise des Pétroles  
Shell. Algemeene Vergadering.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIËN,**

Administrateur-Generaal van de  
Kolonie Belgisch-Congo en van  
Ruanda-Urundi,

Gelet op de wet van 18 October  
1908 betreffende het Gouverne-  
ment van Belgisch-Congo ;

Gelet op de besluit-wet van 18  
Juni 1940 ;

Gelet inzonderheid op artikel 3  
van het decreet van 19 Februari  
1940 betreffende het beheer en de  
vereffening, in oorlogstijd, van  
burgerlijke of handelsvennoot-  
schappen, inrichtingen, vereeni-  
gingen en instellingen van openbaar  
nut, van Congoleesch recht, heb-  
bende een zetel in België,

**BESLUIT :**

De " Société congolaise des  
pétroles Shell " welker maatschap-  
pelijke zetel te Leopoldstad is  
gevestigd, wordt gemachtigd haar  
aandeelhouders op te roepen tot  
een buitengewone algemeene ver-  
gadering, waarvan de dagorde tot  
de volgende punten zal zijn be-  
perkt :

1°). Overbrenging van Brussel  
naar Londen, St. Helen's Court  
Great St. Helen's E.C.3, van den  
zetel van beheer der vennootschap ;



2°) nomination d'un administrateur ;

3°) nomination d'un commissaire.

Cette assemblée générale pourra se tenir en Grande Bretagne.

Londres, le 6 septembre 1941.

2°) benoeming van een beheerder ;

3°) benoeming van een commissaris.

Deze algemeene vergadering kan in Groot - Brittannië worden gehouden.

Londen, 6 September 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Statut des Fonctionnaires et Agents de la Colonie.**

**Modification.**

**LE MINISTRE DES COLONIES,**

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, prescrivant des mesures en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, édicté par l'arrêté royal du 24 septembre 1934,

**ARRÊTE :**

**Article unique.**

Pendant la durée des hostilités, les frais médicaux et pharmaceutiques visés à l'article 46 du

**Statuut van de Ambtenaren en Beambten der Kolonie.**

**Wijziging.**

**DE MINISTER VAN KOLONIËN,**

Administrateur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

Gelet op de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, lijk dit bij koninklijk besluit van 24 September 1934 is uitgevaardigd,

**BESLUIT :**

**Eenig artikel.**

Tijdens den duur der vijandelijkheden kunnen de in artikel 46 van voornoemd Statuut vermelde

Statut prérappelé, peuvent être remboursés sur décision du Ministre des Colonies, lorsque les soins ont été reçus à l'étranger.

Londres, le 13 septembre 1941.

geneeskundige en pharmaceutische kosten, bij beslissing van den Minister van Koloniën, worden terugbetaald, wanneer de verpleging in het buitenland, is geschied.

Londen, 13 September 1941.

#### A. DE VLEESCHAUWER.

**Force publique. Application aux officiers et sous officiers de l'A. M. du 13 septembre 1941.**

#### LE MINISTRE DES COLONIES,

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940, prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, édicté par l'arrêté royal du 24 septembre 1934 ;

**Weermacht. Toepassing op de officieren en onderofficieren van het M. B. van 13 September 1941.**

#### DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Administrateur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi ;

Gelet op de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, lijk dit bij koninklijk besluit van 24 September 1934 is uitgevaardigd ;

Vu le décret du 24 décembre 1934, rendant ce Statut applicable au personnel Européen de la Force Publique,

**DÉCRETE :**

Article unique.

L'arrêté du 13 septembre 1941 relatif au remboursement des soins médicaux et pharmaceutiques est approuvé en tant qu'il s'applique aux officiers et sous-officiers de la Force Publique.

Londres, le 13 septembre 1941.

Gelet op het decreet van 24 December 1934, dat dit Statuut op het Europeesch personeel der Weermacht toepasselijk maakt,

**DECRETEERT :**

Eenig artikel.

Het besluit van 13 September 1941 betreffende de terugbetaling der kosten van geneeskundige en pharmaceutische verpleging wordt goedgekeurd, in zoover het op de officieren en onderofficieren der Weermacht van toepassing is.

Londen, 13 September 1941.

**A. DE VLEESCHAUWER.**

**Regie des Distributions d'Eau et d'Electricite du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.—Contrôle.**

L'Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, Ministre des Colonies ;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi ;

**Regie der Water-en Electriciteitsverdeeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi.—Controle.**

De Administrateur - Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, Minister van Koloniën,

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 betreffende het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend voor Belgisch-Congo en voor Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940 prescrivant des mesures pour assurer l'exercice de l'Autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

Vu l'article 8 du décret du 30 décembre 1939, relatif à la Régie des Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

**DÉCRETE :**

Article premier.

L'article 8 du décret du 30 décembre 1939 est complété par la disposition suivante : Jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, ces commissaires pourront être désignés par le Gouverneur Général. Ils exerceront leur contrôle dans la Colonie.

Londres, le 7 octobre 1941.

Gelet op de besluit-wet van 18 Juni 1940, waarbij maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op artikel 8 van het decreet van 30 December 1939 betreffende de Regie der Water- en Electriciteitsverdeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi,

**DECRETEERT :**

Artikel één.

Artikel 8 van het decreet van 30 December 1939 wordt met de volgende bepaling aangevuld : Tot den dag, bij koninklijk besluit vast te stellen, waarop het leger op voet van vrede wordt teruggebracht, kunnen deze commissarissen door den Gouverneur-Generaal aangesteld worden. Zij zullen hun controle in de Kolonie uitoefenen.

Londen, 7 October 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**S.A. de Cultures au Congo  
Belge.**

**Autorisation de tenir une As-  
semblée Générale.**

Au nom du Peuple Belge :

Nous, Ministres réunis en Con-  
seil ;

Vu l'article 82 de la Constitu-  
tion ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu la demande de la " S.A. de  
Cultures au Congo Belge," en date  
du 9 octobre 1941, sollicitant  
l'autorisation de tenir, en dehors  
des lieu et date prévus par les  
statuts et avec modification des  
formalités de convocation :

- (a) Une assemblée générale des  
obligataires ;
- (b) Une assemblée générale  
ordinaire des actionnaires ;
- (c) Une assemblée générale  
extraordinaire des action-  
naires.

Vu la loi du 2 février 1940  
relative à l'administration en  
temps de guerre des sociétés com-  
merciales ou à forme commerciale,  
complétée et modifiée par les

**" S.A. de Cultures au Congo  
Belge."**

**Machtiging tot het houden van  
een algemeene vergadering.**

In naam van het Belgische  
Volk :

Wij, Ministers in Raad verga-  
derd ;

Gelet op artikel 82 van de  
Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei  
1940 ;

Gelet op het verzoek van de  
" S.A. de Cultures au Congo  
Belge," d.d. 9 October 1941, om  
machtiging tot het houden van,  
buiten de bij de statuten vastge-  
stelde plaats en datum en met  
wijziging van de oproepings-  
vormen :

- a) Een algemeene vergadering  
der obligatiehouders ;
- b) Een gewone algemeene verga-  
dering der aandeelhouders ;
- c) Een buitengewone algemeene  
vergadering der aandeel-  
houders.

Gelet op de wet van 2 Februari  
1940 betreffende het beheer, in  
oorlogstijd, van handelsvennoot-  
schappen of van vennootschappen  
in dezen vorm, lijk zij bij de

arrêtés-lois des 8 juin 1940 et 31 octobre 1940 ;

Vu la décision du 23 mai 1940 transférant le siège social à Léopoldville ;

Considérant qu'il résulte des documents produits que la grande majorité des obligations et une grande partie des actions de la société pourront être présentées ou représentées ;

Considérant aussi qu'il y a utilité à ce que, à l'exception de la décharge à donner aux administrateurs et commissaires de leur gestion au cours de l'exercice écoulé, décision soit prise actuellement quant aux points proposés comme ordre du jour, savoir :

(A) Assemblée Générale des Obligataires :

Proposition de proroger de deux ans soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1944, l'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17,000,000 frs. (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14,008,000 frs.), émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la " Société Anonyme de Cultures au Congo Belge " en date du 15 décembre 1931,— toutes les conditions attachées à cet emprunt restant inchangées et

besluit-wetten van 8 Juni 1940 en 31 October 1940 is gewijzigd ;

Gelet op de beslissing van 23 Mei 1940 waarbij de zetel der vennootschap naar Leopoldstad werd overgebracht ;

Overwegende dat, naar blijkt uit de overgelegde stukken, de groote meerderheid van de obligaties en een groot aantal van de aandelen der vennootschap zullen kunnen aanwezig of vertegenwoordigd zijn ;

Overwegende dat met uitzondering van de aan de beheerders en commissarissen te geven ontlasting met betrekking tot hun beheer tijdens het verlopen dienstjaar, het nuttig is thans een beslissing over de in den agenda voorgestelde punten te treffen, te weten :

A) Algemeene vergadering der obligatiehouders :

Voorstel tot tweejarige verlenging d.i. tot 1 Januari 1944, van den vervaldag der hypothecaire obligatieleening ten bedrage van 17.000.000 fr. (thans door gedeeltelijke terugbetaling vermindert tot 14.008.000 fr.) welke leening bij beslissing van de Buitengewone Algemeene Vergadering der " Société Anonyme de Cultures au Congo Belge " dd. 15 December 1931 werd uitgegeven—met dien verstande dat al de voorwaarden

notamment la faculté pour les porteurs d'obligations d'échanger leurs obligations contre des actions de capital de la société à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital de cent francs chacune pour chaque obligation de cinq cents francs,—étant également prorogée de deux ans soit jusqu'au 14 mai 1943 inclusivement.

(B) Assemblée générale ordinaire des actionnaires :

1) Rapport du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

2) Approbation du projet de Bilan et de Compte des Profits et Pertes de l'exercice 1940.

3) Nominations statutaires.

(c) Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires :

Proposition de proroger de deux ans l'échéance de l'emprunt obligataire de 17.000.000 frs.) (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 frs.) émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 15 décembre 1931. En conséquence, proposition de modifier l'article 6 bis des Statuts.

in verband met deze leening onveranderd blijven en dat namelijk ook met twee jaar, d.i. tot en met 14 Mei 1943, verlengd wordt het recht der obligatiehouders hun obligaties tegen kapitaalsaandeelen der vennootschap te ruilen, in verhouding van een meervoudigen titel van vijf kapitaalsaandeelen van honderd frank elk voor elke obligatie van vijfhonderd frank.

B) Gewone Algemeene Vergadering der aandeelhouders :

1) Verslag van den Raad van Beheer en van het College der Commissarissen.

2) Goedkeuring van het ontwerp van Balans en van Winst-en Verliesrekening over het dienstjaar 1940.

3) Statutaire benoemingen.

c) Buitengewone Algemeene Vergadering der aandeelhouders:

Voorstel tot tweejarige verlenging van den vervaldag der obligatie-leening ten bedrage van 17.000.000 fr. (thans door gedeeltelijke terugbetaling verminderd tot 14.008.000 fr.), welke leening uitgegeven werd bij beslissing van de buitengewone algemeene vergadering der Vennootschap dd. 15 December 1931. Dientengevolge, voorstel tot wijziging van artikel 6 bis der Statuten.

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

La " S.A. de Cultures au Congo Belge " est autorisée à tenir, au siège social, bureaux de Huilever —S.A. à Léopoldville :

- a) Une assemblée générale des obligataires ;
- b) Une assemblée générale ordinaire des actionnaires ;
- c) Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

et est dispensée des formalités de convocation telles que prévues aux lois et statuts et ce aux conditions suivantes :

1°) Les ordres du jour seront limités aux points ci-dessus mentionnés.

2°) L'assemblée générale sera annoncée quinze jours à l'avance par voie du *Moniteur Belge*, du *Bulletin Administratif du Congo Belge* et d'un journal paraissant à Léopoldville.

Londres, le 23 octobre 1941.

*Les Membres du Conseil des Ministres,*

HEBBEN BESLOTEN EN  
BESLUITEN :

De " S.A. de Cultures au Congo Belge " wordt gemachtigd ten zetel der vennootschap in de bureelen van Huilever.—N.V. te Leopoldstad, te houden :

- a) Een algemeene vergadering der obligatiehouders ;
- b) Een gewone algemeene vergadering der aandeelhouders ;
- c) Een buitengewone algemeene vergadering der aandeelhouders.

en wordt van de bij de wetten en statuten bepaalde oproepingsvormen vrijgesteld onder de volgende voorwaarden :

1°) De agenda's zullen enkel de voormelde punten bevatten.

2°) De algemeene vergadering zal vijftien dagen te voren in het *Belgisch Staatsblad*, het *Bestuursblad van Belgisch-Congo* en in een te Leopoldstad verschijnend dagblad worden aangekondigd.

Londen, den 23n. October 1941.

*De Leden van den Raad van Ministers.*

H. PIERLOT.

GUTT.

A. de VLEESCHAUWER.



**PERSONNEL JUDICIAIRE.**

**NOMINATION.**

Par arrêté du Ministre des Colonies, Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, daté du 3 septembre 1941, M. M. Campill, J., Juge-Président du Tribunal de 1ère instance de Léopoldville et Strouvens, M., Substitut du Procureur du Roi près de ce tribunal, sont nommés respectivement Juge-Président du tribunal de 1ère instance de Costermansville et Juge-Président du Tribunal de 1ère instance de Léopoldville.

POUR EXTRAIT CONFORME :

*Le Secrétaire Général,*

**RECHTERLIJK PERSONEEL.**

**BENOEMING.**

Bij besluit van den Minister van Koloniën, Administrateur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, gedagteekend van 3 September 1941, zijn de HH. J. Campill. Rechter-Voorzitter van de Rechtbank van Isten aanleg te Leopoldstad, en M. Strouvens, Substituut-Procureur des Konings aan deze rechtbank, onderscheidenlijk tot Rechter-Voorzitter van de Rechtbank van Isten aanleg te Costermansstad en tot Rechter-Voorzitter van de Rechtbank van Isten aanleg te Leopoldstad benoemd.

VOOR EENSLUIDEND  
AFSCHRIFT :

*De Secretaris-Generaal,*

EM GORLIA.

**AVIS DIVERS.**

**BERICHTEN.**

**Armement Anversois, S.A.**

**Motenge—Boma.**

FORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

CONSIDERANT : qu'en vertu de l'article 7 de l'Arrêté-Loi du 2 février 1940, les pouvoirs de l'assemblée générale des administrateurs et, en général de tous ceux qui, à un titre quelconque, ont le droit de disposer des biens et des droits de la société, sont suspendus en tant que cette assemblée se réunit ou que ces personnes résident dans une partie du territoire occupé par une puissance ennemie et s'il s'agit de biens et de droits se trouvant en dehors de cette partie du territoire;

Qu'en vertu de l'article 7 bis de l'Arrêté-Loi du 31 Octobre 1940, les administrateurs, gérants ou toute autre personne dont la signature au nom de la société, a la même valeur et peut être apposée dans les mêmes cas que celle des administrateurs ou gérants, résidant en dehors des territoires occupés par une puissance ennemie, peuvent exercer les pouvoirs attribués par la Loi et les statuts à l'organe d'administration de la société, en vue d'assurer

la gestion des biens et des droits de celle-ci, et, éventuellement l'activité sociale en dehors des dits territoires ;

Que ces pouvoirs peuvent être exercés même si les quorum requis par les statuts ne sont pas réunis ;

Que l'administrateur-restant, avec les pouvoirs mentionnés ci-haut, et le commissaire, résidant en dehors des territoires occupés par une puissance ennemie, réunis, ont le droit de pourvoir à une vacance de places d'administrateur, jusqu'à la première réunion de l'assemblée générale ;

Nous, les soussignés :

NISO ARAGON, administrateur-gérant de l'Armement Aversois, S.A.,

LAURANT KLYBERG, commissaire de la société, nommé par l'assemblée générale des actionnaires, tenue, le 4 janvier 1940, immédiatement après la constitution de la société,

Déclarons coopter comme administrateurs de la société, en vue de compléter le nombre d'administrateurs requis par la loi pour la formation du Conseil d'administration:

MR. CLIFFORD HAROLD ANSELL,  
Chartered Accountant, 19, Broad  
Court, Bow Street, London, W.C.2.

MR. D. BENBASSAT, Négociant,  
8 Kingsway Road, Leicester.

Fait à Londres, le 6 September  
1941.

Administrateur-gérant de  
l'Armement Anversois, S.A.

N. ARAGON.

Commissaire de la dite société

L. KLYBERG.

## SOCIÉTÉ ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE.

### Siège Social—Léopoldville.

MM. les actionnaires sont priés d'assister, le lundi 1er décembre 1941, à 11 heures, au siège social, bureaux de Huilever S.A. à Léopoldville.

1°) à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE.

Ordre du jour :

1) Rapport du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires.

2) Approbation du projet de Bilan et de Compte des Profits et Pertes de l'exercice 1940.

3) Décharge à donner aux administrateurs et commissaires de leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

4) Nominations Statutaires.

2°) à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
EXTRAORDINAIRE, qui se tiendra à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Ordre du jour :

Proposition de proroger de deux ans l'échéance de l'emprunt obligatoire de 17,000,000 frs. (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 frs.) émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 15 décembre 1931.

En conséquence, proposition de modifier l'article 6 *bis* des Statuts, et de le remplacer par la disposition ci-après :

“ L'emprunt obligatoire de 17.000.000 frs. d'obligations hypothécaires émis par décision de

l'Assemblée Générale extraordinaire du 15 décembre 1931, réduit depuis lors par voie de remboursement partiel à frs. 14.008.000, et actuellement représenté par 28016 obligations hypothécaires de 500 francs chacune, portant intérêt à raison de 4% net l'an, ne sera remboursé que le 1er janvier 1944.

“ Des titres multiples d'obligations peuvent être délivrés sur leur demande et par décision conforme du Conseil d'Administration à certains souscripteurs.

“ Les porteurs des obligations ont le droit de les échanger chaque année jusqu'au quatorze mai mil neuf cent quarante-trois inclusivement, contre des titres multiples de cinq actions de capital de cent francs chacune de la société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital pour chaque obligation de cinq cents francs.

“ Les porteurs d'obligations qui voudront faire usage de cette faculté devront en prévenir la société par lettre recommandée entre le quinze avril et le quatorze

mai inclusivement de chaque année, en déposant à l'appui de leur demande les obligations dont l'échange est demandé. Une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet décrètera les augmentations de capital qui seront rendues nécessaires par les échanges d'obligations demandés. Les obligations déposées en vue de l'échange devront être munies du coupon à l'échéance du premier juillet suivant, coupon dont le montant sera payé à l'échéance aux porteurs, et seront échangées contre des actions de capital qui participeront à l'exercice de tous les droits sociaux à partir du dit premier juillet.”

MM. les actionnaires qui se proposent d'assister à ces Assemblées sont priés, conformément à l'art. 29 ses Statuts, de déposer leurs actions, au plus tard le 25 novembre 1941, soit dans un établissement financier de Londres, soit au siège social à Léopoldville. Ils seront admis à l'assemblée sur production du certificat de dépôt de leurs titres.

## SOCIÉTÉ ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE

### Séige Social—Léopoldville.

MM. les porteurs d'obligations sont priés d'assister, le lundi 1er décembre 1941 à 10 heures, au siège social, bureaux de Huilever S.A. à Léopoldville à une

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES.

##### Ordre du jour :

Proposition de proroger de deux ans, soit jusqu'au 1er janvier 1944, l'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17.000.000 frs. (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 frs.) émis par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la " Société Anonyme de Cultures au Congo Belge " en date du 15 décembre 1931—toutes

les conditions attachées à cet emprunt restant inchangées, et notamment la faculté pour les porteurs d'obligations d'échanger leurs obligations contre des actions de capital de la société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital de cent francs chacune pour chaque obligation de cinq cents francs, — étant également prorogée de deux ans soit jusqu'au 14 mai 1943 inclusivement.

---

MM. les obligataires qui se proposent d'assister à l'assemblée précitée sont priés d'informer le siège social, au plus tard le 25 novembre 1941, de leur intention d'assister à la réunion.

**Bulletin Officiel**

DU

CONGO BELGE

**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO

**SOMMAIRE**

Dates	Pages
26 septembre 1941.—Arrêté-loi autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge et à consentir des prêts à celui-ci	90
20 octobre 1941.—Décret.—Approbation d'une Convention entre le Congo Belge et la Pan American Airways Company .	92
30 octobre 1941. — A. M. — Emission de timbres-poste de guerre avec surtaxe . . . . .	109
Avis Divers . . . . .	111

**INHOUD**

Dagteekening	Bladz
26 September 1941. — Besluit-wet waarbij de Kolonie wordt gemachtigd de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waarborgen en leeningen aan dezen toe te staan . . . .	90
20 October 1941. — Decreet. Goedkeuring van een overeenkomst tusschen Belgisch-Congo en de " Pan American Airways Company " . . . . .	92
30 October 1941. — M. B. — Uitgifte van oorlogspostzegels met extra-port . . . . .	109
Allerlei berichten . . . . .	111

**MINISTÈRE DES FINANCES—  
MINISTÈRE DES COLONIES.**

**26 Septembre 1941.—Arrêté-loi autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge et à consentir des prêts à celui-ci.<sup>(1)</sup>**

Au nom du Peuple Belge :

Nous, Ministres réunis en Conseil ;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

**AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :**

**Article 1.**

Le Ministre des Colonies, Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi est autorisé à garantir, à concurrence, ou de cinq millions de livres sterling, ou d'un montant correspondant en francs congolais, ou d'un montant correspondant en dollars U.S.A., le remboursement du capital des emprunts

<sup>(1)</sup> Cet arrêté-loi, a été publié au *Moniteur Belge* numéro 21 du 28 octobre 1941, p. 260.

**MINISTERIE VAN  
FINANCIËN—MINISTERIE  
VAN KOLONIËN.**

**26 September 1941.—Besluit-wet waarbij de Kolonie wordt gemachtigd de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waarborgen en leeningen aan dezen toe te staan.<sup>(1)</sup>**

In naam van het Belgische Volk :

Wij, Ministers in Raad vergaderd ;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen ;

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo,

**HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :**

**Article 1.**

De Minister van Koloniën, Administrateur - Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda - Urundi, wordt gemachtigd de terugbetaling van de hoofdsom der leeningen, door den Belgischen Staat tijdens den duur der vijandelijkheden aangegaan, te waarborgen, tot een bedrag of van vijf millioen pond sterling of

<sup>(1)</sup> Deze besluit-wet werd in het *Belgisch Staatsblad* (nummer 21 van 28 October 1941, bl. 260) bekendgemaakt.

contractés par l'Etat Belge pendant la durée des hostilités.

#### Article 2.

Les modalités de ces garanties seront déterminées par le Ministre des Colonies, Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

#### Article 3.

Les emprunts contractés par l'Etat Belge auprès de la Banque du Congo Belge (S.A.), sous les dates des 15 novembre 1940, 4 décembre 1940 et 26 mars 1941 et remboursables, le premier par quatre-vingt cinq mille livres sterling et quinze millions vingt-trois mille sept cent cinquante francs congolais, le deuxième par cinq cent mille livres sterling et quatre vingt huit millions trois cent septante cinq mille francs congolais, le troisième par sept cent cinquante mille livres sterling et cent trente-deux millions cinq cent soixante-deux mille cinq cents francs congolais, sont couverts par le présent arrêté-loi et sont compris dans les maxima fixés à l'article premier.

#### Article 4.

Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

van een overeenstemmend bedrag in Congoleesche franken of van een overeenstemmend bedrag in dollars U.S.A.

#### Article 2.

De Minister van Koloniën, Administrateur - Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, bepaalt de modaliteiten van die waarborgen.

#### Article 3.

Door deze besluit-wet zijn gedekt en in de bij artikel 1 vastgestelde maxima zijn begrepen de leeningen, door den Belgischen Staat bij de Bank voor Belgisch-Congo (N.V.) aangegaan op 15 November 1940, 4 December 1940 en 26 Maart 1941 en terugbetaalbaar, de eerste door vijf en tachtig duizend pond sterling en vijftien miljoen drie en twintig duizend zevenhonderd vijftien Congoleesche frank; de tweede, door vijfhonderd duizend pond sterling en acht en tachtig miljoen driehonderd vijf en zeventig duizend Congoleesche frank; de derde, door zevenhonderd vijftig duizend pond sterling en honderd twee en dertig miljoen vijfhonderd twee en zestig duizend vijfhonderd Congoleesche frank.

#### Article 4.

Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.



Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 26 septembre 1941.

*Les Membres du Conseil des Ministres :*

H. PIERLOT.  
P. H. SPAAK.  
GUTT.  
A. DE VLEESCHAUWER.

### **MINISTÈRE DES COLONIES.**

**Convention entre la Colonie du Congo Belge et la "Pan American Airways Company."**

#### **LE MINISTRE DES COLONIES,**

Administrateur Général de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge,

Vu l'arrêté-loi du 18 juin 1940,

**DECRETE :**

Article unique.

La convention dont la teneur suit est approuvée.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 26 September 1941.

*De Leden van den Raad van Ministers :*

H. PIERLOT.  
P. H. SPAAK.  
GUTT.  
A. DE VLEESCHAUWER.

### **MINISTERIE VAN KOLONIËN**

**Overeenkomst tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en de "Pan American Airways Company."**

#### **DE MINISTER VAN KOLONIËN,**

Administrateur-Generaal van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi;

Gezien de wet van 18 October 1908, op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gezien de besluit-wet van 18 Juni 1940,

**DECRETEERT :**

Eenig Artikel :

De overeenkomst waarvan de inhoud volgt, wordt goedgekeurd.

## AGREEMENT

Between the Belgian Congo Colony, hereinafter designated “ the Government,” and Pan American Airways Company, a commercial air transport company, organized in conformity with the laws of the State of Delaware, United States of America, hereinafter called “ the Company ” :

WHEREAS, the Company has requested from the Government certain permission for the establishment of an aerial service, and

WHEREAS, the Government desires that the Company establish such aerial service ;

NOW, THEREFORE, the parties hereto have agreed to the following :

FIRST : The Company is authorized to establish aerial service for the transportation of mail, passengers, and property to, from and over the Belgian Congo Colony to connect with service to and from the United States of America now or hereafter operated by the Company, or one or more of its associated companies in the Pan American Airways System. Such service to and from the United States of America may terminate at, or be extended beyond, the Belgian Congo Colony. No passengers or goods may be transported between points in the Colony, but any mails, offered by the Postal Authorities of the Government, may be transported between such points.

SECOND : The Company is authorized to establish motor car and motor launch services for the purpose of providing transportation for mail, passengers, property, or company personnel to and from its airplanes and/or hydroplanes, between the airports and the respective city or cities served by the said airports.

THIRD : The Company shall have the right to lease or purchase, and to possess and hold land, buildings and other property which it may consider necessary or desirable for its aviation business.

FOURTH : The Government shall provide the air navigation telecommunication services for the security of air navigation and its regular operation. For the security of its 'planes or hydroplanes the Company is authorized to equip same with radio apparatus in conformity with the clauses of the International Convention on telecommunications (Madrid 1932) and the General Regulations on radio communications

(as revised Cairo 1938) attached to said Convention, and in conformity with the laws and regulations of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi. The Company shall enjoy in the matter of air service telecommunications all advantages granted to similar undertakings operating in the Congo and Ruanda-Urundi ; i.e., reception and issuance without charge in the interior service and in services with countries accepting such messages free of charge, of all notices of departure and arrival, reservation notices and operation communications.

FIFTH : The Company, its personnel, its properties and its business activities in the Belgian Congo and Ruanda-Urundi will be subjected to the fiscal and customs regimes in force in the Colony without any exception being made to the advantage or disadvantage of the Company.

SIXTH : Any marine aircraft, operated by the Company, will be considered as surface vessels while on the water and enabled to use the port facilities in conformity with the regulations applicable to surface vessels and against payment at such pro-rated tariffs as are applied to surface vessels. Passengers arriving or leaving by the airplanes or hydroplanes of the Company, will be subjected to the regulations applicable to persons arriving or leaving by any other means. No special tax nor tax exemption shall be applicable by reason of their entering or leaving the Colony in the Company's 'planes. The rights and privileges mentioned in Articles Fourth, Fifth, Seventh, Tenth and Eleventh of this contract for the operation of airplanes are likewise granted for the operation of hydroplanes.

SEVENTH : The Government shall take the necessary steps in order that the Sanitation, Customs and Immigration officials will be present at points where the Company's airplanes land, at such times when their presence may be necessary for expeditious clearance of 'planes. The Government agrees that the Company shall not be charged for any services performed by said officials, or for the transportation of said officials to and from the point at which said services are performed.

EIGHTH : Aside from consular invoices in cases where aircraft of the Company carry merchandise, it shall not be necessary to obtain for the said aircraft any certificate from the Belgian Consuls in foreign countries. Should certificates be required at any future time, said

Consuls shall render appropriate services so that there may be no delay in the operation of the aircraft. If consular fees are charged they will be for the account of the Government.

NINTH : In case of epidemic, officially recognized at any point of departure of the airplanes or hydroplanes, the Company undertakes to co-operate with the Government to the utmost practicable extent in the establishment and observance of such measures as may be deemed necessary for public safety ; but the Company shall not be under any obligation, by reason of having brought to the Colony any passenger who can not, because of health or any other reason, be admitted therein, other than that of transporting such passenger on the first available trip departing from the Colony. The Company will observe in the matter of contagious diseases the stipulations of the Hague Convention of April 12th, 1933.

TENTH : It is hereby expressly stipulated and agreed that the Company shall be under no liability whatsoever, nor shall it be subject to penalties of confiscation, sequestration, cancellation, or penalties of any other nature, by reason of being unable to maintain its schedule or to render service, or to avoid losses of any kind, on account of adverse weather conditions, storms, accidents, strikes, fires, difficulties with employees, conditions produced by the elements, acts of the enemy or incendiaries, mutiny, intervention on the part of civil or military authorities, compliance with orders dictated by the Government of the Belgian Congo Colony or any official of the Colony, inability to render service on the part of companies affiliated with the Company, or auxiliary services connected with the latter, failure to act on the part of the Government, through no fault of the Company, or by reason of all other acts or conditions of *force majeure*, it being understood that the Company shall exercise all necessary care and take all reasonable precautions for the maintenance of a regular and punctual service, and the safeguarding of passengers, mails, baggage and property. Aside from cases of *force majeure*, the loss of a piece of mail shall not subject the Company to any degree of liability greater than that incurred by the Government pursuant to the International Postal Convention.

ELEVENTH : The Company is authorized, during the term of this contract or any extension thereof, to use without charge any facilities

owned by the Government, including airports when such use by the Company does not obstruct such other use as at the time is being made of said facilities by or with the consent of the Government. The Government agrees to take such steps as may be practicable in the development of adequate airports, it being understood, however, that should the Company's reasonable requirements exceed the quality or quantity of facilities normally furnished by the Government, then in that event the expense of such facilities will be shared between the parties upon a mutually agreed basis.

TWELFTH : It is agreed that the Company may at no time transport, nor shall it be obligated to carry on its airplanes or hydroplanes, a greater number of passengers or a larger quantity of mail or property than that deemed by the Company to be consistent with the safe and efficient operation of said airplanes or hydroplanes.

THIRTEENTH : The Government agrees to remunerate the Company, or its nominee, for its mail transportation service, paying the Company or its nominee for the transportation of mail, irrespective of class thereof, at the rates fixed from time to time by the United States Post Office. The Government on its part, being interested in promoting the rapid and at all times most economic means of transportation of mail, agrees not to charge the public for the transportation of mail by airplane or hydroplane a rate greater than that necessary to meet the cost of transportation plus such incidental charges as are incurred in the handling of air mail. The Company will give to mail delivered to it by the postal services of the Belgian Congo priority before passengers and property originating in the Belgian Congo.

FOURTEENTH : The term of this contract is ten years, commencing on the date upon which execution of this contract is completed. Unless either party to this contract gives written notice to the other of its desire to terminate this contract or any extension thereof on or before two years prior to its termination, this contract or any extension thereof shall be extended for an additional period of ten years. It is agreed that this contract may be cancelled by the Government if the air transportation service contemplated herein is not inaugurated by the Company on or before eight months from the date hereof. Should an accredited air transportation enterprise of Belgian nationality and ownership formally apply to the United States Government for authority

to operate a reciprocal scheduled air service for the carriage of mails, passengers and property between the Belgian Congo Colony and/or Ruanda-Urundi and the continental United States, and should the appropriate permission not have been granted within a period of one year, then the Government in its discretion may terminate this agreement on six months' notice to the Company.

FIFTEENTH : It is agreed that the Company may, without prior consent of the Government, transfer the rights granted to it under this contract to Pan American Airways Corporation, a corporation organized under the laws of the State of Delaware, United States of America, or to Pan America Airways, Inc., a company organized in conformity with the laws of the State of New York, United States of America, both affiliated companies of the Pan American Airways System. In the event of transfer of said rights, the assignee shall in turn assume the obligations resting with the Company under the present contract.

Issued and signed by the Government, in three originals, in the city of London, England, on the 15th day of September, 1941 ; and by the Company, in the City of New York, State of New York, United States of America, on the 22nd day of August, 1941.

THE BELGIAN CONGO COLONY,

By A. DE VLEESCHAUWER,  
Minister of the Colonies of Belgium,  
Administrator General of the Colonies.

PAN AMERICAN AIRWAYS COMPANY,

By J. T. TRIPPE,  
President.

Attest :

H. PRESTON MORRIS,  
Secretary.

TRADUCTION.  
CONVENTION.

Entre la Colonie du Congo Belge, dénommée ci-après le Gouvernement et la "Pan American Airways Company" société commerciale de transport aérien constituée conformément aux lois de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dénommée ci-après la Compagnie :

La Compagnie ayant sollicité du Gouvernement une autorisation pour la création d'un service aérien, et le Gouvernement désirant que la Compagnie établisse ce service aérien ;

Les parties en cause ont convenu ce qui suit :

Article premier.

La Compagnie est autorisée à établir un service aérien pour le transport de courrier, passagers et biens, venant de la Colonie du Congo Belge, s'y rendant ou la traversant, en correspondance avec le service, depuis ou vers les Etats-Unis d'Amérique, assuré actuellement ou ultérieurement par la Compagnie ou une ou plusieurs de ses compagnies affiliées du Système des "Pan American Airways." Ce service depuis ou vers les Etats-Unis d'Amérique,

VERTALLING.  
OVEREENKOMST.

Tusschen de Kolonie Belgisch-Congo, hierna aangeduid als het Gouvernement, en de "Pan American Airways Company," een handelsvennootschap voor luchtvaart, opgericht overeenkomstig de wetten van den Staat Delaware, Vereenigde Staten van Amerika, hierna vermeld als de Maatschappij :

Aangezien de Maatschappij aan het Gouvernement toelating heeft gevraagd tot het instellen van een luchtdienst, en aangezien het Gouvernement verlangt zulken luchtdienst te zien instellen door de Maatschappij ;

Derhalve zijn de hierbij betrokken partijen overeengekomen als volgt :

Ten eerste.

De Maatschappij wordt gemachtigd een luchtdienst in te stellen voor post-passagiers- en goederenvervoer naar, van en over de Kolonie Belgisch-Congo, in aansluiting met den dienst naar en van de Vereenigde Staten van Amerika, lijk deze nu of later wordt of zal worden verzekerd door de Maatschappij of een of meer van haar aangesloten maatschappijen in het "Pan American Airways System." Zulke dienst naar en van de Vereenigde Staten van

pourra s'arrêter à la Colonie du Congo Belge ou aller au-delà. Il ne pourra transporter ni passagers, ni marchandises entre des endroits situés dans la Colonie même ; mais tous courriers remis par les Autorités Postales du Gouvernement pourront être transportés entre les dits endroits.

#### Article deux.

La Compagnie est autorisée à établir des services d'autos ou de canots-à-moteur en vue d'assurer le transport du courrier des passagers, des biens ou du personnel de la Compagnie, depuis ou vers ses avions et (ou) hydravions, entre les aéroports et la ville ou les villes desservies par les dits aéroports.

#### Article trois.

La Compagnie aura le droit de louer ou d'acheter et de posséder et de détenir les terrains, bâtiments et autres propriétés qu'elle estimerait nécessaires ou désirables pour son entreprise d'aviation.

#### Article quatre.

Le Gouvernement assurera les services de télécommunication appropriés à la navigation aérienne, pour la sécurité de la dite navigation et son fonctionnement régulier. Pour la sécurité de ses avions ou hydravions, la Compagnie est

Amerika kan haar eindpunt hebben in de Kolonie Belgisch-Congo, of zich verder uitstrekken. Tusschen plaatsen in de Kolonie mogen geen passagiers of goederen vervoerd worden, wel echter de door de postautoriteiten van het Gouvernement bezorgde post.

#### Ten tweede.

De Maatschappij wordt gemachtigd motorwagen- en motorbootdiensten in te stellen voor het vervoer van post, passagiers, goederen of maatschappij-personeel naar en van haar vliegtuigen en/of watervliegtuigen, tusschen de vlieghavens en de door bedoelde vlieghavens bediende stad of steden.

#### Ten derde.

De Maatschappij zal het recht hebben gronden, gebouwen en andere eigendommen, welke zij voor haar luchtvaart-onderneming noodig of wenschelijk acht, te huren of te koopen, en te bezitten en te houden.

#### Ten vierde.

Het Gouvernement zal de luchtvaart van diensten voor verbe-richtgeving voorzien met het oog op de veiligheid en de regelmatige werking der luchtvaart. Met het oog op de veiligheid van haar vliegtuigen of watervliegtuigen



autorisée à les équiper au moyen d'appareils de radio en se conformant aux clauses de la Convention Internationale en matière de télécommunications (Madrid 1932) et aux Règlements Généraux en matière de communications radiophoniques, tels que révisés au Caire en 1938 et annexés à la dite Convention, et en se conformant d'autre part aux Lois et Règlements du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. La Compagnie jouira, en matière de télécommunications appropriées aux services de l'air, de tous les avantages accordés à des entreprises similaires opérant au Congo et au Ruanda-Urundi, c'est à dire : réception et émission gratuites (en service intérieur et dans le service avec les pays acceptant ces messages gratuitement) de tous avis de départ ou d'arrivée, des avis de réservation de places et des communications d'opérations.

#### Article cinq.

La Compagnie, son personnel, ses biens et ses activités d'affaires au Congo Belge et au Ruanda-Urundi seront soumis aux régimes fiscaux et douaniers en vigueur dans la Colonie sans qu'il puisse y être dérogé ni à l'avantage ni au désavantage de la Compagnie.

wordt de Maatschappij gemachtigd ze van radiotoestellen te voorzien, overeenkomstig de bepalingen van de Internationale Conventie betreffende de Verreberichtgeving (Madrid 1932) en de bij voormelde Conventie gevoegde Algemeene Reglementen betreffende het radioverkeer (lijk zij te Kaïro in 1938 werden herzien), en overeenkomstig de wetten en reglementen van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi. Inzake verreberichtgeving voor den luchtdienst zal de Maatschappij alle voordeelen genieten die aan gelijkaardige, in Congo en in Ruanda-Urundi werkzame ondernemingen worden verleend, d.i. kosteloze ontvangst en uitzending—in den binnenland-schen dienst en in diensten met landen die zulke berichten kosteloos aannemen—van alle kennisgevingen van afreis en aankomst, berichten tot het voorbehouden van plaatsen en mededeelingen omtrent de operaties.

#### Ten vijfde.

De Maatschappij, haar personeel, haar eigendommen en haar bedrijfswerkzaamheid in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi zullen aan de in de Kolonie geldende belastingen en tolregimes worden onderworpen, zonder eenige uitzondering ten voordeele of ten nadeele van de Maatschappij te maken.

Article six.

Toute unité aérienne maritime mise en service par la Compagnie sera considérée comme appartenant à la catégorie des bateaux de surface aussi longtemps que se trouvant sur l'eau et autorisée à user des facilités du port, conformément aux règlements applicables aux bateaux de surface et contre paiement des tarifs établis pour les bateaux de surface. Les passagers qui arrivent ou qui partent par avion ou hydravion de la Compagnie seront soumis aux règlements applicables aux personnes arrivant ou partant par tout autre moyen. Aucune taxe spéciale ni aucune exemption de taxe ne leur sera applicable du fait qu'ils entrent dans la Colonie ou qu'ils en sortent à bord des avions de la Compagnie. Les droits et privilèges mentionnés aux articles quatre, cinq, sept, dix et onze du présent contrat en ce qui concerne les opérations des avions sont accordés de même aux hydravions.

Article sept.

Le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer la présence des fonctionnaires des services de l'Hygiène, de la Douane et de l'Immigration, aux endroits où atterrissent les avions de la Compagnie et, ce aux heures où

Ten zesde.

Elke door de Maatschappij in werking gestelde watervliegtuig zal, terwijl het zich op het water bevindt, als een oppervlakte-schip worden aangezien en gemachtigd zijn van de haven-inrichtingen gebruik te maken, overeenkomstig de op oppervlakte-schepen toepasselijke reglementen en tegen betaling van de vastgestelde tarieven die voor oppervlakte-schepen gelden. Voor passagiers die aankomen of vertrekken met de vliegtuigen of de watervliegtuigen van de Maatschappij zullen de reglementen gelden die toepasselijk zijn op personen aankomende of vertrekkende met eenigerlei andere middelen. Geen bijzondere belasting of vrijstelling van belasting zal worden toegepast om reden dat zij de Kolonie in de vliegtuigen van de Maatschappij binnenkomen of verlaten. De rechten en voorrechten, als vermeld in de artikelen 4, 5, 7, 10 en 11 van deze overeenkomst voor de werking van vliegtuigen, worden eveneens voor de werking van de watervliegtuigen verleend.

Ten zevende.

Het Gouvernement zal er voor zorgen dat de ambtenaren van den Gezondheids-, Tol- en Inwijkingsdiensten op de plaatsen waar de vliegtuigen van de Maatschappij landen, aanwezig zijn op het oogenblik waarop hun aanwezigheid

cette présence peut être nécessaire pour un prompt dédouanement des avions. Le Gouvernement consent à ce que la Compagnie ne soit tenue à aucun débours pour les services des dits fonctionnaires ou pour leur transport vers et depuis l'endroit où ils opèrent.

#### Article huit.

A part les factures consulaires, (dans le cas où les avions de la Compagnie transportent des marchandises) les dits avions n'auront pas à se procurer d'attestations des Consuls belges en pays étrangers. Si, ultérieurement des certificats sont exigés, les dits consuls prêteront les services appropriés de manière à ne pas retarder les opérations aériennes. Si des frais de consulat sont exigés, ils seront à charge du Gouvernement.

#### Article neuf.

En cas d'épidémie officiellement constatée, à un point de départ des avions et hydravions, la Compagnie s'engage à coopérer avec le Gouvernement dans les plus vastes proportions pratiquement possibles pour l'instauration et l'observance des mesures jugées nécessaires en vue de la sécurité publique. Mais la Compagnie ne sera tenue à

verreicht is voor een spoedige in- of uitklaring der vliegtuigen. Het Gouvernement is het ermee eens dat eenigerlei door vermelde ambtenaren verleende diensten of het vervoer van vermelde abtenaren naar of van de plaats waar voornoemde diensten worden verleend, niet ten laste van de Maatschappij zullen komen.

#### Ten achtste.

Afgezien van consulaire facturen in de gevallen waar de vliegtuigen van de Maatschappij koopwaren vervoeren, zal men voor gezegde vliegtuigen geenerlei getuigschriften van de Belgische Consuls in het buitenland hoeven te bekomen. Moesten getuigschriften te eeniger tijd in de toekomst vereischt worden, dan zullen de vermelde Consuls hun diensten zoo verleen en dat er geen vertraging uit ontstaat voor de werking der vliegtuigen. Indien het consulaat zijn diensten aanreket, komt het bedrag ten laste van het Gouvernement.

#### Ten negende.

Ingeval er een besmettelijke ziekte officieel vastgesteld wordt in eenige plaats vanwaar de vliegtuigen of watervliegtuigen vertrekken, neemt de Maatschappij het op zich, zoover als eenigszins doenlijk is, met het Gouvernement samen te werken tot het nemen en nakomen van de maatregelen die voor de openbare veiligheid noodig

aucune obligation du fait d'avoir introduit dans la Colonie un passager ne pouvant, pour raison de santé ou autre, y être admis, si ce n'est à celle de reprendre à bord le dit passager au plus prochain départ disponible de la Colonie la Compagnie se conformera, en matière de maladies contagieuses aux stipulations de la Convention de La Haye, du 12 avril 1933.

Article dix.

Il est stipulé et convenu de façon expresse dans la présente, que la Compagnie n'assumera aucune responsabilité, ni ne sera soumise à aucune peine de confiscation, mise sous séquestre, annulation, ni à des peines d'aucune sorte, du fait de ne pouvoir maintenir son plan de fonctionnement ou effectuer son service, ou éviter des pertes de toute nature par suite de conditions météorologiques défavorables, d'orages, d'accidents, de grèves, d'incendies, de difficultés avec le personnel, de conditions provoquées par les éléments, par suite de l'action de l'ennemi, ou de bombes incendiaires, de mutinerie, d'intervention des autorités civiles ou militaires, d'observance des ordres donnés par le Gouvernement de la Colonie du Congo Belge ou par un fonctionnaire de la Colonie,

mogen worden geacht; in verband met het feit, echter, dat de Maatschappij naar de Kolonie eenig passagier heeft gebracht, die, om gezondheids- of eenig andere reden, daar niet kan worden toegelaten, zal zij geen andere verplichting hebben dan dezen passagier te vervoeren bij de eerstkomende afreis uit de Kolonie. Inzake besmettelijke ziekten zal de Maatschappij de bepalingen van de Haagsche Conventie van 12 April 1933 naleven.

Ten tiende.

Hierbij wordt uitdrukkelijk bepaald en overeengekomen dat de Maatschappij op geenerlei wijze aansprakelijk zal zijn, noch zal worden onderworpen aan straffen van verbeurdverklaring, inbewaaringstelling, verbreking of aan straffen van eenigen anderen aard, voor het feit dat zij niet in staat is haar dienstregeling te handhaven of haar dienst te verleenen, of verliezen van eenigerlei soort te vermijden, wegens slecht weder, storm, ongeval, werkstaking, brand, moeilijkheden met bedienden, omstandigheden veroorzaakt door de elementen, daden van den vijand of brandbommen, munitie, tussenkomst vanwege de burgerlijke of militaire autoriteiten, nakomen van voorschriften van het Gouvernement van de Kolonie Belgisch-Congo of van eenig amb-

d'impossibilité d'assurer le service de la part de sociétés affiliées à la Compagnie ou de services auxiliaires en rapport avec elle, d'omission d'agir de la part du Gouvernement, sans qu'il y ait faute de la part de la Compagnie, ou par suite de tous autres actes ou circonstances de force majeure, étant entendu que la Compagnie s'appliquera avec tout le soin nécessaire et prendra toutes les précautions raisonnables en vue du maintien d'un service régulier et ponctuel et de la sauvegarde des passagers, des courriers, des bagages et des biens. En dehors même des cas de force majeure, la perte d'une pièce du courrier n'engagera pas la responsabilité de la Compagnie au-delà des limites où elle engage celle du Gouvernement aux termes de la Convention Postale Internationale.

Article onze.

La Compagnie est autorisée, pendant la durée du présent contrat ou de toute prorogation de ce dernier, à user, sans frais de toutes les facilités détenues par le Gouvernement, y compris l'emploi des aéroports, pour autant que l'usage susvisé n'entrave pas un autre usage fait à ce moment-là, des facilités en question par le Gouvernement ou avec son consentement. Le Gouvernement s'engage à prendre toutes les

tenaar der Kolonie, onbekwaamheid om hun diensten te verleen vanwege maatschappijen die bij de Maatschappij aangesloten zijn of vanwege hulpdiensten die met deze laatste verbonden zijn, verzuim om te handelen vanwege het Gouvernement, zonder schuld vanwege de Maatschappij, of wegens alle andere daden of omstandigheden van overmacht, met dien verstande dat de Maatschappij alle noodige zorg zal dragen en alle redelijke voorzorgen zal nemen tot het instandhouden van een regelmatig en stipten dienst en het beveiligen van passagiers, post, bagage en goederen. Buiten de gevallen van overmacht, zal de Maatschappij, wegens het verlies van een poststuk, aan geen grootere aansprakelijkheid onderworpen zijn dan deze, opgelopen door het Gouvernement overeenkomstig de Internationale Postconventie.

Ten elfde.

De Maatschappij wordt gemachtigd, voor den duur van deze overeenkomst of van eenige verlenging ervan, kosteloos gebruik te maken van de inrichtingen die aan het Gouvernement toebehooren, met inbegrip van de vlieghavens, wanneer het gebruik door de Maatschappij het gebruik niet verhindert, dat op het oogenblik van gezegde inrichtingen wordt gemaakt door of met de instemming van het Gouvernement.

mesures pratiquement réalisables en matière de développement d'aéroports adéquats, étant entendu toutefois, qu'au cas où les exigences raisonnables de la Compagnie dépasseraient, en qualité ou en quantité, les facilités normalement assurées par le Gouvernement en pareille occurrence, les dépenses résultant des facilités en question seraient divisées entre les deux parties, suivant des bases à convenir entre elles.

Article douze.

Il est convenu qu'à aucun moment, la Compagnie ne pourra transporter ni ne sera contrainte à transporter à bord de ses avions ou hydravions un nombre de passagers ou une quantité de courrier ou de biens supérieurs à ceux que la Compagnie estimera compatibles avec la sécurité et le rendement efficient des dits avions et hydravions.

Article treize.

Le Gouvernement consent à rémunérer la Compagnie ou son délégué pour son service de transport de courrier en payant à la Compagnie ou à son délégué pour le transport du dit courrier quelle qu'en soit la nature ce qui est prévu par les tarifs établis de fois en fois, par l'Office des Postes des Etats Unis. Le Gouvernement

Het Gouvernement is het eens om te doen wat doenlijk is voor de ontwikkeling van geschikte vlieghavens, met dien verstande evenwel, dat indien de redelijke vorderingen der Maatschappij, in hoedanigheid of in hoeveelheid, de inrichtingen overtreffen, die het Gouvernement normaal ter beschikking stelt, in zulk geval de kosten van zulke inrichtingen tusschen partijen zullen worden verdeeld op een onderling overeengekomen basis.

Ten twaalfde.

Er wordt overeengekomen dat de Maatschappij nooit mag vervoeren, noch zal verplicht worden in haar vliegtuigen of watervliegtuigen te vervoeren, een grooter aantal passagiers of een grootere hoeveelheid poststukken of goederen dan, naar het oordeel der Maatschappij, met een veilige en goede werking van gezegde vliegtuigen of watervliegtuigen vereenigbaar is.

Ten dertiende.

Het Gouvernement is het eens om de Maatschappij of den door deze aangewezen persoon te bezoldigen voor het postvervoer, voor welk postvervoer, ongeacht de aard ervan, de Maatschappij of de door haar benoemde persoon wordt betaald tegen de tarieven die van tijd tot tijd door de posterijen der Vereenigde Staten

étant intéressé de son côté, à promouvoir le transport rapide de son courrier par les moyens toujours les plus économiques, consent à ne pas faire payer par le public, pour le transport du courrier par avion ou hydravion, un tarif supérieur à celui qui est nécessaire pour couvrir les frais de transport, plus telles dépenses accidentelles résultant de la manutention du courrier aérien. La Compagnie accordera au courrier qui lui est remis par les services postaux du Congo Belge priorité sur les passagers et les biens venant du Congo Belge.

#### Article quatorze.

La durée du présent contrat est de dix ans, prenant cours à la date où il entre en vigueur. Sauf préavis écrit, de l'une des parties à l'autre exprimant le désir de mettre fin au présent contrat ou à toute prorogation de ce dernier et ce deux ans ou d'avantage avant son expiration, le présent contrat ou toute prorogation de ce dernier sera renouvelé pour une période additionnelle de dix ans. Il est convenu que le présent contrat pourra être annulé par le Gouvernement au cas où le service aérien, ici prévu, ne serait pas instauré par la Compagnie dans ou avant les huit mois à dater du dit contrat. Si une entreprise de transports

worden vastgesteld. Daar het Gouvernement, zijnerzijds, belang heeft in het bevorderen van een snel en te allen tijde zoo goedkoop mogelijk postvervoer, gaat het akkoord om het publiek geen hooger tarief aan te rekenen voor het postvervoer met vliegtuig of watervliegtuig dan wat noodig is om de vervoerkosten te bestrijden, plus de bijkomende kosten in verband met het behandelen van de luchtpost. Aan de post die haar door de postdiensten van Belgisch-Congo wordt bezorgd, zal de maatschappij den voorrang verleen en op passagiers en goederen, komende van Belgisch-Congo.

#### Ten veertiende.

De duur van deze overeenkomst bedraagt tien jaar, met ingang van den dag waarop deze overeenkomst in werking treedt. Tenzij een van de partijen bij deze overeenkomst de andere partij, twee jaar vóór het einde der overeenkomst of vroeger, schriftelijk kennis geeft van haar verlangen om deze overeenkomst of eenige verlenging er van te zien eindigen, zal deze overeenkomst of eenige verlenging ervan verlengd worden voor een bijkomend tijdvak van 10 jaar. Men is het eens dat deze overeenkomst door het Gouvernement mag verbroken worden, indien de Maatschappij met de hierbij in uitzicht gestelde luchtvervoer-

accréditée de nationalité et de propriété belges, adressait une demande en due forme au Gouvernement des Etats-Unis en vue du droit d'instaurer un service aérien aller et retour visant le transport de courrier, passagers et biens entre la Colonie du Congo Belge et (ou) le Ruanda-Urundi et les Etats-Unis continentaux, et si l'autorisation requise n'a pas été octroyée dans l'espace d'un an, le Gouvernement pourra à son gré, mettre un terme au présent accord moyennant un préavis de six mois à la Compagnie.

#### Article quinze.

Il est convenu que la Compagnie pourra sans le consentement préalable du Gouvernement, transférer les droits lui concédés aux termes du présent contrat à la "Pan American Airways Corporation," corporation constituée conformément aux Lois de l'Etat de Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ou aux "Pan American Airways Inc.," compagnie constituée conformément aux Lois de l'Etat de New-York (Etats-Unis d'Amérique) ces deux com-

dienst geen aanvang heeft genomen acht maanden na den datum van deze overeenkomst of vroeger. Indien een geaccrediteerde onderneming voor luchtvervoer, van Belgische nationaliteit of eigendom, formeel aan de Regeering der Vereenigde Staten toelating vraagt om een over-en-weer luchtdienst in te stellen voor het vervoer van post, passagiers en goederen tusschen de Kolonie Belgisch-Congo en/of Ruanda-Urundi en het vasteland van de Vereenigde Staten, en indien de passende toelating niet binnen den tijd van een jaar wordt verleend, dan mag het Gouvernement naar eigen goeddunken een einde maken aan deze overeenkomst, mits opzegging van zes maanden aan de Maatschappij.

#### Ten vijftiende.

De Maatschappij kan, zonder voorafgaande instemming van het Gouvernement, de haar bij deze overeenkomst verleende rechten overdragen aan de "Pan American Airways Corporation," opgericht overeenkomstig de wetten van den Staat Delaware, Vereenigde Staten van Amerika, of ze overdragen aan de "Pan American Airways Inc.," opgericht overeenkomstig de wetten van den Staat New-York, Vereenigde Staten van Amerika, welke beide vennootschappen bij



pagnies étant affiliées au système des "Pan American Airways."

En cas de transfert des droits en question, la cessionnaire assumera, à son tour, les obligations incombant à la Compagnie en vertu du présent contrat.

Délivré et signé par le Gouvernement sur trois originaux en la Cité de Londres, Angleterre le 15e jour de septembre 1941 et par la Compagnie en la Cité de New-York, Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, le 22ème jour d'août 1941.

Le Colonie du Congo Belge,  
par A. DE VLEESCHAUWER,  
Ministre des Colonies de  
Belgique,  
Administrateur-Général  
des Colonies.

Pan American Company,  
par J. T. TRIPPE,  
Président.

Attestation,  
H. PRESTON MORRIS,  
Secrétaire.

Londres, le 20 octobre 1941.

het "Pan American Airways System" aangesloten zijn.

In geval van overdracht van gezegde rechten, zal de overnemer, op zijn beurt, de verplichtingen op zich nemen die volgens onderhavige overeenkomst op de Maatschappij rusten.

Gedaan en ondertekend door het Gouvernement, in drie oorspronkelijke stukken, in de stad Londen, den 15n September 1941, en door de Maatschappij, in de stad New York, Staat New York, Vereenigde Staten van Amerika, den 22n Augustus 1941.

De Kolonie Belgisch-Congo.  
(w.g.) A. DE VLEESCHAUWER,  
Minister van Koloniën,  
Administrateur-Generaal  
Van Koloniën.

Pan American Airways Company,  
(w.g.) J. T. TRIPPE,  
Voorzitter.

Attestatie :  
H. PRESTON MORRIS,  
Secretaris.

Londen, den 20n October 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**Emission de timbres poste de  
guerre avec surtaxe.**

**LE MINISTRE DES  
COLONIES**

Vu le décret organique de 20 janvier 1921 sur le service postal et spécialement l'article 2.

**ARRÊTÉ :**

**Article premier.**

Il est émis des timbres poste de guerre du Congo Belge avec surtaxe, dont le nombre, les valeurs et les couleurs sont déterminés ci-après :

50.000 timbres-poste à dix francs : vert.

50.000 timbres-poste à dix francs : bleu.

**Article 2.**

Il est émis des timbres-poste de guerre du Ruanda-Urundi, avec surtaxe, dont le nombre, les valeurs et les couleurs sont déterminés ci-après :

25.000 timbres-poste à dix francs : rouge.

25.000 timbres-poste à dix francs : azur.

**Uitgifte van oorlogs-postzegels  
met extraport.**

**DE MINISTER VAN  
KOLONIËN.**

Gezien het inrichtingsdecreet van 20 Januari 1921, inzake den postdienst en inzonderheid artikel 2.

**BESLUIT :**

**Artikel 1.**

Er worden oorlogs-postzegels van Belgisch-Congo, met extraport, uitgegeven, waarvan het aantal, de waarden en de kleuren hierna worden bepaald :

50.000 postzegels van tien frank : groen.

50.000 postzegels van tien frank : blauw.

**Artikel 2.**

Er worden oorlogs-postzegels van Ruanda-Urundi, met extraport, uitgegeven waarvan het aantal, de waarden en de kleuren hierna worden bepaald :

25.000 postzegels van 10 frank : rood.

25.000 postzegels van 10 frank : hemelsblauw.

Article 3.

Les timbres visés aux articles 1 et 2 comportent une surtaxe de 40 francs dont le produit sera versé respectivement aux articles 15c et 9A du Budget pour ordre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (Timbres "Fonds Colonial des Oeuvres de Guerre 1941") pour être mis à la disposition de M. Pierre Ryckmans, Gouverneur-Général de la Colonie en sa qualité de représentant du Fonds Colonial des Oeuvres de guerre.

Article 4.

Le tirage est limité aux quantités prévues aux articles 1 et 2.

Article 5.

Ces timbres-poste serviront pour l'affranchissement des correspondances tant en service intérieur qu'en service international à leur valeur nominale respective de dix francs.

Article 6.

Un exemplaire de chacun de ces timbres est annexé en épreuve au présent arrêté.

Londres, le 30 Octobre 1941.

Artikel 3.

De in artikel 1 en 2 bedoelde postzegels bedragen een extraport van 40 frank, waarvan het bedrag zal worden gestort respectievelijk op de artikelen 15c en 9A der Begroo-ting van Order van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi (Postzegels "Koloniaal Fonds der Oorlogs-werken 1941") om te worden ter beschikking gesteld van den Heer Pierre Ryckmans, Gouverneur-Generaal der Kolonie, in zijn hoedanigheid van vertegenwoor-diger van het Koloniaal Fonds der Oorlogswerken.

Artikel 4.

De uitgifte wordt beperkt tot de in de artikelen 1 en 2 voorziene hoeveelheden.

Artikel 5.

Deze postzegels zullen dienen voor het frankeeren der brief-wisselingen zoo in binnen- als in internationalen dienst voor de respectievelijke nominale waarde van tien frank.

Artikel 6.

Een exemplaar van ieder dezer postzegels zal, in proef, bij dit besluit worden gevoegd.

Londen, 30 October 1941.

A. DE VLEESCHAUWER.

**AVIS DIVERS.**

**ALLERLEI BERICHTEN.**

**SOCIÉTÉ CONGOLAISE DES PETROLES SHELL.**

(Société congolaise à responsabilité limitée.)

**Siège Social : Leopoldville.**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.**

En vertu d'une autorisation donnée le 9 septembre 1941 par M. le Ministre des Colonies, agissant par application de l'article 3 du décret du 19 février 1940, relatif à l'administration et à la liquidation en temps de guerre des sociétés de droit congolais, une Assemblée Générale de la Société se tiendra le 10 Decembre 1941 a 12 heures, à Lensbury Club, Teddington, Middlesex (Angleterre).

**ORDRE DU JOUR.**

1. Transfert de Bruxelles à Londres, St. Helen's Court, Great St. Helen's, E.C.3, du siège administratif de la Société.
2. Nomination d'un administrateur.
3. Nomination d'un commissaire.

Teddington, le 24 novembre 1941.

**F. GODBER,**  
Administrateur.

**J. B. A. KESSLER,**  
Administrateur.